

B i b l i o t h è q u e
des
HISTOIRES

Terres de sang

**L'Europe
entre Hitler et Staline**

ÉDITION AUGMENTÉE

par

TIMOTHY SNYDER

Postface inédite de l'auteur

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pierre-Emmanuel Dauzat*

nrf
Éditions Gallimard

Bibliothèque des histoires

TIMOTHY SNYDER

TERRES DE SANG

L'EUROPE
ENTRE HITLER ET STALINE

ÉDITION AUGMENTÉE

Postface inédite de l'auteur

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pierre-Emmanuel Dauzat*

nrf

GALLIMARD

Titre original :

BLOODLANDS : EUROPE BETWEEN HITLER AND STALIN

Copyright © 2010 by Timothy Snyder
Hardcover first published in 2010 by Basic Books,
A Member of the Perseus Books Group
Paperback first published in 2012 by Basic Books

© Éditions Gallimard pour la traduction française, 2012.
Édition augmentée, 2022.

tes cheveux d'or Margarete
tes cheveux cendre Sulamith

PAUL CELAN, « Fugue de mort »,
Choix de poèmes réunis par l'auteur

Tout coule, tout change ;
il n'y a pas deux convois qui se ressemblent.

VASSILI GROSSMAN, *Tout passe*

Un inconnu s'est noyé dans la mer Noire, seul,
Sans personne pour l'entendre implorer pardon.

« Tempête sur la mer Noire »,
chant traditionnel ukrainien

Des villes entières disparaissent. À la place de la nature,
un bouclier blanc pour contrer l'inexistence.

TOMAS VENCLOVA,
« Le bouclier d'Achille »

PRÉFACE

Europe

« Maintenant nous allons vivre ! » aimait à dire le petit garçon affamé en marchant sur le bord de la route paisible ou à travers les champs déserts. Mais la nourriture qu'il voyait n'était que dans son imagination. Tout le blé avait été emporté dans l'implacable campagne de réquisitions qui inaugura l'ère des tueries de masse en Europe. C'était en 1933, et Joseph Staline affamait délibérément l'Ukraine soviétique. Le garçon mourut, comme 3 millions d'autres personnes. « Je la retrouverai sous la terre », dit de sa femme un jeune Soviétique. Il avait raison ; il fut abattu après elle, et ils furent enterrés parmi les 700 000 victimes de la Grande Terreur stalinienne des années 1937-1938. « Ils m'ont demandé mon alliance, que je... » L'officier interrompit son journal intime juste avant d'être exécuté par la police secrète soviétique, le NKVD, en 1940. Il comptait parmi les quelque 200 000 citoyens polonais exécutés par les Soviétiques ou les Allemands au début de la Seconde Guerre mondiale, tandis que l'Allemagne nazie et l'Union soviétique occupaient conjointement son pays. À la fin de 1941, à Leningrad, une fillette russe de onze ans achevait son humble journal : « Il ne reste que Tania. » Adolf Hitler avait trahi Staline, sa ville était assiégée par les Allemands et sa famille comptait parmi les quatre millions de citoyens soviétiques que les Allemands firent mourir de faim. L'été suivant, en Biélorussie, une fillette juive de douze ans écrivait sa dernière lettre à son père : « Je te

dis adieu avant la mort. [...] J'ai tellement peur de cette mort, parce que l'on jette les petits enfants vivants dans les fosses. » Elle fit partie des plus de 5 millions de Juifs gazés ou exécutés par les Allemands.

*

Au cœur de l'Europe, au milieu du ^{xx}e siècle, les régimes nazi et soviétique assassinèrent quelque 14 millions d'hommes. Le territoire où périrent toutes les victimes, les terres de sang, s'étend de la Pologne centrale à la Russie occidentale en passant par l'Ukraine, la Biélorussie et les pays Baltes. Au cours de la consolidation du national-socialisme et du stalinisme (1933-1938), de l'occupation germano-soviétique conjointe de la Pologne (1939-1941), puis de la guerre germano-soviétique (1941-1945), une forme de violence de masse encore jamais vue dans l'histoire s'abattit sur cette région. Les victimes en furent essentiellement des Juifs, des Biélorusses, des Ukrainiens, des Polonais, des Soviétiques et des Baltes : les populations autochtones de ces pays. Ces 14 millions de victimes furent massacrées en l'espace de douze années seulement, entre 1933 et 1945, tandis que Hitler et Staline étaient au pouvoir. Quand leurs territoires devinrent des champs de bataille au milieu de cette période, toutes ces personnes furent les victimes d'une politique meurtrière plutôt que des victimes de guerre. La Seconde Guerre mondiale fut le conflit le plus meurtrier de l'histoire, et près de la moitié des soldats qui tombèrent sur la totalité de ses champs de bataille à travers le monde trouvèrent la mort ici, dans cette même région, celle des terres de sang. Pas une seule de ces 14 millions de victimes n'était un soldat en service. La plupart d'entre elles étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées ; aucune ne portait d'armes ; beaucoup avaient été dépouillées de leurs biens, y compris de leurs vêtements.

Dans ces terres de sang, le site de tuerie le mieux connu est Auschwitz. De nos jours, Auschwitz représente l'Holocauste, et l'Holocauste le mal du siècle. Or les individus enregistrés comme travailleurs à Auschwitz avaient une chance

de survivre : son nom est connu grâce aux mémoires et aux romans des survivants. Beaucoup plus de Juifs, pour la plupart des Juifs polonais, furent gazés dans d'autres usines de la mort allemandes où presque tout le monde mourait et dont les noms sont bien moins connus : Treblinka, Chelmno, Sobibór, Belżec. D'autres Juifs encore, polonais, soviétiques ou baltes, furent abattus au bord de tranchées ou de fosses. La plupart moururent tout près des lieux où ils avaient vécu, dans la Pologne occupée, en Lituanie, en Lettonie, en Ukraine et en Biélorussie soviétiques. Les Allemands acheminèrent des Juifs d'ailleurs dans les terres de sang pour les tuer. Des Juifs arrivèrent en train à Auschwitz depuis la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la France, les Pays-Bas, la Grèce, la Belgique, la Yougoslavie, l'Italie et la Norvège. Les Juifs allemands furent déportés vers les villes des terres de sang, vers Łódź ou Kaunas, Minsk ou Varsovie, pour y être abattus ou gazés. Les gens qui vécurent dans l'immeuble où j'écris maintenant, dans le neuvième arrondissement de Vienne, furent déportés à Auschwitz, Sobibór, Treblinka et Riga : autant de terres de sang.

Le massacre des Juifs par les Allemands eut lieu en Pologne occupée, en Lituanie, en Lettonie et en Union soviétique, pas en Allemagne même. Hitler était un politicien antisémite dans un pays qui comptait une petite communauté juive. Les Juifs représentaient *moins de 1 %* de la population allemande quand Hitler devint chancelier en 1933 et *autour de 0,25 %* au début de la Seconde Guerre mondiale. Dans les six premières années du régime hitlérien, les Juifs allemands furent autorisés à émigrer – dans des conditions humiliantes et appauvrissantes. La plupart des Juifs allemands qui virent la victoire de Hitler aux élections de 1933 moururent de causes naturelles. Le meurtre de 165 000 d'entre eux fut un crime effroyable en soi, mais une toute petite partie seulement de la tragédie des Juifs européens : moins de 3 % des morts de l'Holocauste. C'est seulement avec l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie en 1939, puis celle de l'Union soviétique en 1941, que la vision hitlérienne de l'élimination des Juifs d'Europe rencontra les deux plus fortes popula-



Carte 1. Les terres de sang.

tions de Juifs européens. Son ambition d'éliminer les Juifs d'Europe ne pouvait se réaliser que dans les parties de l'Europe où vivaient les Juifs.

L'Holocauste éclipse les plans allemands qui envisageaient d'autres tueries encore. Hitler ne voulait pas seulement éradiquer les Juifs ; il voulait aussi détruire la Pologne et l'Union soviétique en tant qu'États, exterminer leurs classes dirigeantes et tuer des dizaines de millions de Slaves (Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Polonais). Si la guerre allemande contre l'URSS s'était déroulée comme prévu, 30 millions de civils seraient morts de faim dès le premier hiver, et 10 millions d'autres auraient été chassés, tués, assimilés ou asservis par la suite. Bien que ces plans ne se soient jamais réalisés, ils offraient les prémisses morales de la politique d'occupation allemande à l'Est. Les Allemands massacrèrent presque autant de non-

Juifs que de Juifs au cours de la guerre, essentiellement en faisant mourir de faim les prisonniers de guerre soviétiques (plus de 3 millions) et les résidents des villes assiégées (plus de 1 million) ou en exécutant des civils à titre de « représailles » (près de 1 million, surtout des Biélorusses et des Polonais).

L'Union soviétique triompha de l'Allemagne nazie sur le front de l'Est au cours de la Seconde Guerre mondiale, ce qui valut à Staline la reconnaissance de millions de gens, mais aussi de jouer un rôle crucial dans l'instauration de l'ordre européen après la guerre. Or le bilan des massacres de Staline était presque aussi imposant que celui de Hitler. À vrai dire, en temps de paix, il était bien pire. Sous prétexte de défendre et de moderniser l'Union soviétique, Staline présida à la mort de faim de millions de gens et à l'exécution de 750 000 personnes dans les années 1930. Staline tua ses propres citoyens non moins efficacement que Hitler ceux des autres pays. Sur les 14 millions de personnes délibérément tuées sur les terres de sang entre 1933 et 1945, un tiers sont à mettre au compte des Soviétiques.

Voici l'histoire d'un meurtre politique de masse. Les 14 millions furent tous victimes d'une politique de tuerie soviétique ou nazie, souvent de l'interaction de l'Union soviétique et de l'Allemagne nazie, mais jamais victimes de la guerre qui les opposa. Un quart trouvèrent la mort avant même que la Seconde Guerre mondiale ne commence. 200 000 moururent entre 1939 et 1941, alors que l'Allemagne nazie et l'Union soviétique refaisaient l'Europe *en alliées*. Si la mort des 14 millions fut parfois projetée dans des plans économiques, ou précipitée par des considérations économiques, elle ne fut pas l'effet d'une nécessité économique au sens strict du terme. Staline savait ce qui se passerait quand il saisit les vivres des paysans affamés de l'Ukraine en 1933, tout comme Hitler savait à quoi s'attendre quand, huit ans plus tard, il priva de nourriture les prisonniers de guerre soviétiques. Dans les deux cas, il y eut plus de 3 millions de morts. Les centaines de milliers de paysans et d'ouvriers soviétiques

exécutés sous la Grande Terreur en 1937-1938 furent les victimes de directives expresses de Staline, tout comme les millions de Juifs abattus et gazés entre 1941 et 1943 furent les victimes d'une politique explicite de Hitler.

La guerre modifia le bilan du carnage. Dans les années 1930, l'Union soviétique fut le seul État d'Europe à mettre en œuvre des politiques de tuerie en masse. Avant la Seconde Guerre mondiale, dans les six premières années et demie qui suivirent l'accession de Hitler au pouvoir, le régime nazi ne tua pas plus de 10 000 personnes environ. Le régime stalinien en avait déjà fait mourir de faim des millions et en avait exécuté près de 1 million. La politique allemande de massacre de masse rivalisa avec la politique soviétique entre 1939 et 1941, après que Staline permit à Hitler de lancer une guerre. La Wehrmacht et l'Armée rouge attaquèrent conjointement la Pologne en septembre 1939, les diplomates allemands et soviétiques signèrent un traité sur les frontières doublé d'un pacte d'amitié, et des forces allemandes et soviétiques occupèrent ensemble le pays pendant près de deux ans. Après que les Allemands étendirent leur empire à l'ouest en 1940 en envahissant la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas et la France, les Soviétiques occupèrent et annexèrent la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie et le nord-est de la Roumanie. Les deux régimes exécutèrent par dizaines de milliers des citoyens polonais instruits et les déportèrent par centaines de milliers. Pour Staline, cette répression en masse était la poursuite d'une vieille politique sur des terres nouvelles ; pour Hitler, c'était une percée.

Le pire du carnage commença en juin 1941 quand Hitler trahit Staline et que les forces allemandes pénétrèrent sur le territoire récemment élargi de l'Union soviétique. Bien que la Seconde Guerre mondiale ait débuté en septembre 1939 par l'invasion germano-soviétique de la Pologne, la très grande majorité des carnages suivirent cette seconde invasion orientale. Dans l'Ukraine et la Biélorussie soviétiques et dans le district de Leningrad, les terres où le régime stalinien avait affamé et abattu quelque 4 millions de personnes dans les huit années précédentes, les forces allemandes réus-

sirent à en affamer et exécuter davantage encore en moitié moins de temps. Juste après le début de l'invasion, la Wehrmacht entreprit d'affamer ses prisonniers soviétiques, tandis que des détachements spéciaux, les Einsatzgruppen, exécutaient les ennemis politiques et les Juifs. Avec la police de l'ordre allemande, la Waffen-SS et la Wehrmacht, et avec la participation d'auxiliaires de police locaux et de milices, les Einsatzgruppen commencèrent cet été-là à éliminer les communautés juives en tant que telles.

*

Les terres de sang sont celles où vivaient la plupart des Juifs d'Europe, où les plans impériaux de Hitler et de Staline se chevauchèrent, où la Wehrmacht et l'Armée rouge combattirent et où le NKVD soviétique et la SS allemande concentrèrent leurs forces. La plupart des sites de tuerie se trouvaient sur ces terres de sang : dans la géographie politique des années 1930, elles comprenaient la Pologne, les pays Baltes, la Biélorussie soviétique, l'Ukraine soviétique et la frange occidentale de la Russie soviétique. Les crimes de Staline sont souvent associés à la Russie, et ceux de Hitler à l'Allemagne. Or la partie la plus meurtrière de l'Union soviétique était sa périphérie non russe, et les nazis tuèrent généralement au-delà de l'Allemagne. On situe habituellement l'horreur du XX^e siècle dans les camps. Or ce n'est pas dans des camps de concentration que la plupart des victimes du nazisme et du stalinisme trouvèrent la mort. Ces malentendus concernant les sites et les méthodes du meurtre de masse nous empêchent de percevoir l'horreur du siècle.

Les camps de concentration libérés par les Américains et les Britanniques en 1945 se situaient en Allemagne, tandis que le Goulag, qu'Alexandre Soljenitsyne a fait connaître en Occident, s'étendait pour une large part en Sibérie russe. Les images de ces camps, sous forme de photographies ou de textes en prose, ne font que suggérer l'histoire des violences allemandes et soviétiques. Près d'un million de gens moururent pour avoir été condamnés aux travaux forcés



Carte 2. Les terres de sang en août 1941.

dans des camps de concentration allemands – par opposition aux chambres à gaz, aux champs de tuerie et aux zones de peuplement vouées à mourir de faim, où 10 millions de personnes trouvèrent la mort. Dans le Goulag soviétique, plus d'un million de vies furent abrégées par l'épuisement et la maladie entre 1933 et 1945, alors que les champs de tuerie soviétiques et les régions vouées à la famine firent quelque 6 millions de morts, dont 4 dans les terres de sang. 90 % de ceux qui entrèrent au Goulag en sortirent vivants. La plupart de ceux qui entrèrent dans des camps de concentration allemands (par opposition aux chambres à gaz, aux fosses de la mort et aux camps de prisonniers de guerre) survécurent également. Si horrible qu'il soit, le sort des détenus des camps de concentration diffère de celui des millions de gens gazés, exécutés ou affamés.

On ne saurait faire une distinction tranchée entre les camps de concentration et les sites de carnage : des détenus furent exécutés et moururent de faim dans les camps. Il n'en existe pas moins une différence entre une condamnation au camp et une condamnation à mort, entre le travail et le gaz, entre l'esclavage et les balles. L'écrasante majorité des victimes des régimes allemand et soviétique ne virent jamais de camp de concentration. Auschwitz était deux choses en même temps : un camp de travail et une usine de la mort, et le sort des non-Juifs astreints au travail et des Juifs sélectionnés pour le travail fut très différent du destin des Juifs sélectionnés pour les chambres à gaz. Auschwitz relève donc de deux histoires, liées mais distinctes. Auschwitz en tant que camp de travail est plus représentatif de l'expérience de la masse des gens qui pâtinrent des politiques concentrationnaires allemandes (ou soviétiques), tandis qu'Auschwitz en tant qu'usine de la mort est plus typique du destin de ceux qui furent délibérément éliminés. La plupart des Juifs qui arrivèrent à Auschwitz furent purement et simplement gazés ; comme la quasi-totalité des 14 millions de morts des terres de sang, jamais ils ne passèrent par les camps de concentration.

Les camps de concentration allemands et soviétiques entourent les terres de sang, de l'est comme de l'ouest, brouillant

le noir de leurs diverses nuances de gris. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les forces américaines et britanniques libérèrent des camps de concentration allemands comme Belsen et Dachau, mais les Alliés occidentaux ne libérèrent *aucune* des grandes usines de mort. Les Allemands mirent en œuvre tous leurs grands projets de tuerie sur des terres par la suite occupées par les Soviétiques. C'est l'Armée rouge qui libéra Auschwitz, comme elle libéra les sites de Treblinka, Sobibór, Belzec, Chełmno et Majdanek. Les forces américaines et britanniques n'atteignirent *aucune* des terres de sang et ne virent *aucun* des grands sites de tuerie. Ce n'est donc pas seulement que ces forces ne virent aucun des lieux où les Soviétiques tuèrent, au point qu'il fallut attendre la fin de la guerre froide et l'ouverture des archives pour étudier sur pièces les crimes du stalinisme. Le fait est qu'elles ne virent jamais non plus les lieux où les *Allemands* tuèrent, au point qu'il fallut tout aussi longtemps pour comprendre les crimes de Hitler. C'est par les photographies et les films de camps de concentration allemands que la plupart des Occidentaux devaient se faire une idée des tueries. Or, si horribles que soient ces images, elles ne donnaient qu'un aperçu de l'histoire des terres de sang. Elles ne sont pas toute l'histoire ; malheureusement, elles ne sont pas même une introduction.

*

En Europe, on associe habituellement les massacres de masse à l'Holocauste, et l'Holocauste à une tuerie industrielle rapide. L'image est trop simple, trop propre. Sur les sites de tuerie allemands et soviétiques, les méthodes de meurtres étaient passablement primitives. Sur les 14 millions de civils et de prisonniers de guerre tués sur les terres de sang entre 1933 et 1945, plus de la moitié moururent pour avoir été privés de vivres. Au cœur du xx^e siècle, des Européens affamèrent à dessein des Européens. Les chiffres sont horribles. Les deux plus grandes tueries de masse après l'Holocauste – les famines dirigées de Staline au début des années 1930 et les prisonniers de guerre soviétiques que Hitler condamna à

mourir de faim au début des années 1940 – eurent recours à cette méthode. Dans la réalité comme dans l'imagination, la famine était au premier plan. Dans un plan de la Faim, le régime nazi projeta de faire mourir de faim des dizaines de millions de Slaves et de Juifs dans le courant de l'hiver de 1941-1942.

Après la famine, viennent l'exécution par balles, puis le gazage. Au cours de la Grande Terreur stalinienne de 1937-1938, près de 700 000 citoyens soviétiques furent exécutés. Les quelque 200 000 Polonais tués par les Allemands et les Soviétiques au cours de leur occupation conjointe furent exécutés. De même que les plus de 300 000 Biélorusses et le nombre comparable de Polonais supprimés dans le cadre de « représailles » allemandes. Quant aux Juifs, le nombre des victimes de l'Holocauste tuées par balles est à peu près le même que celui des victimes gazées.

En l'occurrence, il n'y avait rien de particulièrement moderne dans le gazage. À Auschwitz, environ un million de Juifs furent asphyxiés à l'acide cyanhydrique, composé chimique isolé au XVIII^e siècle. Les quelque 1,6 million de Juifs tués à Treblinka, Chelmno, Belzec et Sobibor furent asphyxiés au monoxyde de carbone, dont les Grecs anciens eux-mêmes savaient la létalité. Dans les années 1940, l'acide cyanhydrique était employé comme pesticide ; quant au monoxyde de carbone, il était produit par des moteurs à combustion interne. Les Soviétiques et les Allemands s'en remirent à des technologies qui n'étaient guère nouvelles, même dans les années 1930 et 1940 : combustion interne, voies ferrées, armes à feu, pesticides et barbelés.

Quelle que soit la technologie utilisée, la tuerie était personnelle. Souvent du haut de miradors, les affameurs observaient ceux qu'ils faisaient mourir de faim. Quant à ceux qui furent exécutés, leurs meurtriers les voyaient de tout près à travers le viseur de leurs fusils, à moins que la victime ne soit maintenue par deux hommes tandis qu'un troisième plaçait son pistolet à la base du crâne. Enfin, ceux qui furent asphyxiés furent raflés, embarqués à bord de trains puis précipités dans des chambres à gaz. Ils perdirent leurs biens,

puis leurs vêtements et, pour les femmes, leurs cheveux. Chacune des victimes connut une mort différente, chacune d'elles avait eu une vie différente.

*

Les simples nombres des victimes sont de nature à émousser notre sentiment de l'individualité de chacune. « J'aurais voulu citer tous les noms un par un, écrit la poétesse Anna Akhmatova dans son *Requiem*, mais on a pris la liste, il ne reste plus rien¹. » Grâce au travail acharné des historiens, nous avons une partie des listes ; depuis l'ouverture des archives en Europe de l'Est, nous avons des lieux où nous renseigner. Étonnant est le nombre de voix de victimes que nous avons : les souvenirs, par exemple, d'une jeune femme juive qui réussit à s'extraire de la fosse de la mort de Babi Yar, à Kyiv² ; ou d'une autre qui parvint à faire de même à Ponary, près de Vilnius. Nous avons les Mémoires d'une partie des quelques douzaines de survivants de Treblinka. Nous avons les archives du ghetto de Varsovie, assidûment rassemblées, enterrées puis, pour la majeure partie, retrouvées. Nous avons les journaux d'officiers polonais exécutés par le NKVD soviétique en 1940, à Katyn, exhumés avec leurs corps. Nous avons les notes jetées depuis les bus emmenant les Polonais jusqu'aux fosses de la mort lors des actions allemandes de tuerie, cette même année. Nous avons les mots griffonnés au mur de la synagogue de Kovel ; et ceux laissés sur les murs de la prison de la Gestapo, à Varsovie. Nous avons les souvenirs d'Ukrainiens qui survécurent à la famine soviétique de 1933, ceux des prisonniers de guerre soviétiques qui survécurent à la campagne des Allemands pour les faire mourir de faim, en 1941, et ceux des Léningradois qui survécurent au siège de 1941-1944 destiné à les affamer.

Nous avons une partie des dossiers des bourreaux, pris aux Allemands parce qu'ils perdirent la guerre, ou retrouvés

1. Trad. S. Benech, Éd. Interférences, 2005, pp. 48-49.

2. L'auteur a souhaité remplacer le toponyme russe de la capitale ukrainienne, Kiev, par son toponyme ukrainien : Kyiv.



Carte 3. Les terres de sang vers 1933.

dans les archives russes, ukrainiennes, biélorusses, polonaises ou baltes après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Nous avons des rapports et des lettres de policiers et de soldats allemands qui abattirent des Juifs et d'unités allemandes de lutte contre les partisans qui exécutèrent des civils biélorusses et polonais. Nous avons les pétitions envoyées par les activistes du Parti communiste avant de faire régner la famine en Ukraine, en 1932-1933. Nous avons les quotas de morts pour les paysans et les minorités nationales que Moscou adressa aux antennes régionales du NKVD en 1937-1938, ainsi que les réponses demandant que ces quotas soient relevés. Nous possédons les minutes des interrogatoires de citoyens soviétiques qui furent ensuite condamnés et tués. Nous avons le dénombrement par les Allemands des Juifs exécutés au bord des fosses et gazés dans les usines de la mort. Nous avons les décomptes soviétiques des victimes lors des tueries de la Grande Terreur et à Katyn. Nous avons aussi de bonnes estimations générales du nombre des Juifs tués sur les grands sites de tuerie qui se fondent sur les listes des archives et les communications allemandes, les témoignages de survivants et les documents soviétiques. Nous pouvons procéder à des estimations raisonnables du nombre des victimes de la famine en Union soviétique, qui n'ont pas toutes été enregistrées. Nous avons les lettres de Staline à ses camarades les plus proches, les propos de table de Hitler, l'agenda de Himmler et bien d'autres pièces. Si un livre comme celui-ci est possible, c'est grâce aux travaux d'autres historiens, à leur utilisation de ces sources, et d'innombrables autres. Bien que certains passages de cet ouvrage se nourrissent de mes propres recherches en archives, la dette considérable que j'ai contractée envers mes collègues et les précédentes générations d'historiens apparaîtra clairement dans ces pages et dans les notes.

Tout du long, le livre rappellera les voix des victimes elles-mêmes et celles de leurs familles et amis. Il citera également les bourreaux, ceux qui tuèrent et ceux qui ordonnèrent les tueries. Il appellera aussi comme témoins un petit groupe d'écrivains européens : Anna Akhmatova, Hannah Arendt, Józef Czapski, Günter Grass, Vassili Grossman, Gareth Jones,

Arthur Koestler, George Orwell et Alexander Weissberg. (Il suivra également la carrière de deux diplomates : le spécialiste américain de la Russie George Kennan, qui se trouva à Moscou à des moments cruciaux ; et l'espion japonais Chiune Sugihara, qui eut des activités justifiant la terreur de masse aux yeux de Staline, puis sauva des Juifs de l'Holocauste hitlérien.) Quelques-uns de ces auteurs relatèrent une politique de tuerie en masse ; d'autres, deux, voire davantage. Certains offrirent des analyses claires, d'autres des comparaisons discordantes, et d'autres encore des images inoubliables. Ce qu'ils ont en commun, c'est un effort soutenu pour considérer l'Europe entre Hitler et Staline, souvent au mépris des tabous de leur temps.

*

Dans une comparaison des régimes soviétique et nazi, la théoricienne politique Hannah Arendt écrit en 1951 que, « pour continuer à exister, la réalité des faits (*factuality*) en elle-même dépend de l'existence du monde non totalitaire¹ ». Le diplomate George Kennan fit la même observation plus simplement à Moscou, en 1944 : « Ici, ce sont les hommes qui déterminent ce qui est vrai et ce qui est faux. »

La vérité n'est-elle rien de plus qu'une convention du pouvoir, ou les récits historiques véridiques peuvent-ils résister à la gravité de la politique ? L'Allemagne nazie et l'Union soviétique s'efforcèrent de dominer l'histoire elle-même. L'Union soviétique était un État marxiste, dont les dirigeants se proclamèrent scientifiques de l'histoire. Le nazisme était une vision apocalyptique de transformation totale, à réaliser par des hommes qui croyaient que la volonté et la race pouvaient délester du poids du passé. Les douze années de pouvoir nazi et les soixante-quatorze années de pouvoir soviétique pèsent certainement lourd sur notre capacité d'évaluer le monde. Beaucoup de gens pensent que les crimes du régime nazi étaient si grands qu'ils se situent hors de l'histoire. On a là

1. ARENDT, 2002, p. 717 [On trouvera les références des ouvrages cités dans la Bibliographie, pp. 633 à 682.].

un écho troublant de la croyance hitlérienne du triomphe de la volonté sur les faits. D'autres affirment que les crimes de Staline, si horribles soient-ils, étaient justifiés par la nécessité de créer ou de défendre un État moderne. Ce qui rappelle l'idée de Staline que l'histoire ne suit qu'un seul cours, qu'il comprit, et qui légitime rétrospectivement sa politique.

À moins d'une histoire construite et défendue sur des fondements entièrement différents, nous constaterons que Hitler et Staline continuent de définir pour nous leurs propres œuvres. Que pourrait être cette base ? Bien que cette étude mobilise l'histoire militaire, politique, économique, sociale, culturelle et intellectuelle, ses trois méthodes fondamentales sont simples : le rappel insistant qu'aucun événement du passé n'est au-delà de la compréhension historique ni hors de portée de l'investigation historique ; une réflexion sur la possibilité des autres choix et l'acceptation de la réalité irréductible du choix dans les affaires humaines ; et une attention rigoureusement chronologique à toutes les politiques staliniennes et nazies qui tuèrent de grands nombres de civils et de prisonniers de guerre. Sa forme naît non pas de la géographie politique des empires, mais de la géographie humaine des victimes. Les terres de sang n'étaient pas un territoire politique, réel ou imaginaire ; c'est simplement là que les régimes européens les plus meurtriers accomplirent leur œuvre meurtrière.

Des décennies durant, l'histoire nationale – juive, polonaise, ukrainienne, biélorusse, russe, lituanienne, estonienne, lettone – a résisté aux conceptualisations nazies et soviétiques des atrocités. L'histoire des terres de sang a été conservée, de manière souvent intelligente et courageuse, en divisant le passé européen en parties nationales, puis en tenant ces sections bien séparées les unes des autres. Mais l'attention à un seul groupe persécuté quel qu'il soit, et si bien faite que soit son histoire, ne saurait rendre compte de ce qui s'est produit en Europe entre 1933 et 1945. Une parfaite connaissance du passé ukrainien ne donnera pas les causes de la famine. Suivre l'histoire de la Pologne n'est pas la meilleure façon de comprendre pourquoi tant de Polonais furent tués au cours de la Grande Terreur. La connaissance de l'histoire biélorusse

ne saurait dégager le sens des camps de prisonniers de guerre et des campagnes contre les partisans qui firent tant de victimes parmi les Biélorusses. Une description de la vie juive peut faire une place à l'Holocauste, pas l'expliquer. Souvent ce qui arriva à un groupe n'est compréhensible qu'à la lumière de ce qui était arrivé à un autre. Mais ce n'est là que le début des liens. Les régimes soviétique et nazi doivent eux aussi être compris à la lumière des efforts de leurs dirigeants pour maîtriser ces territoires, mais aussi de la vision qu'ils avaient de ces groupes de leurs relations les uns avec les autres.

De nos jours, on s'accorde largement à reconnaître que les carnages du ^{XX}^e siècle sont de la plus grande valeur morale pour le ^{XXI}^e. Il est d'autant plus frappant qu'il n'existe pas d'histoire des terres de sang. Les tueries dissocièrent l'histoire juive de l'histoire européenne, et l'histoire est-européenne de l'histoire ouest-européenne. Si le meurtre n'a pas fait les nations, il continue de conditionner leur séparation intellectuelle, des décennies après la fin du nazisme et du stalinisme. Cette étude réunit les régimes nazi et soviétique, mais aussi l'histoire juive et l'histoire européenne, ainsi que les histoires nationales. Elle décrit les victimes, et les bourreaux. C'est une histoire de gens tués par les politiques de dirigeants lointains. Les patries des victimes se situent entre Berlin et Moscou ; elles devinrent les terres de sang après l'essor de Hitler et Staline.

INTRODUCTION

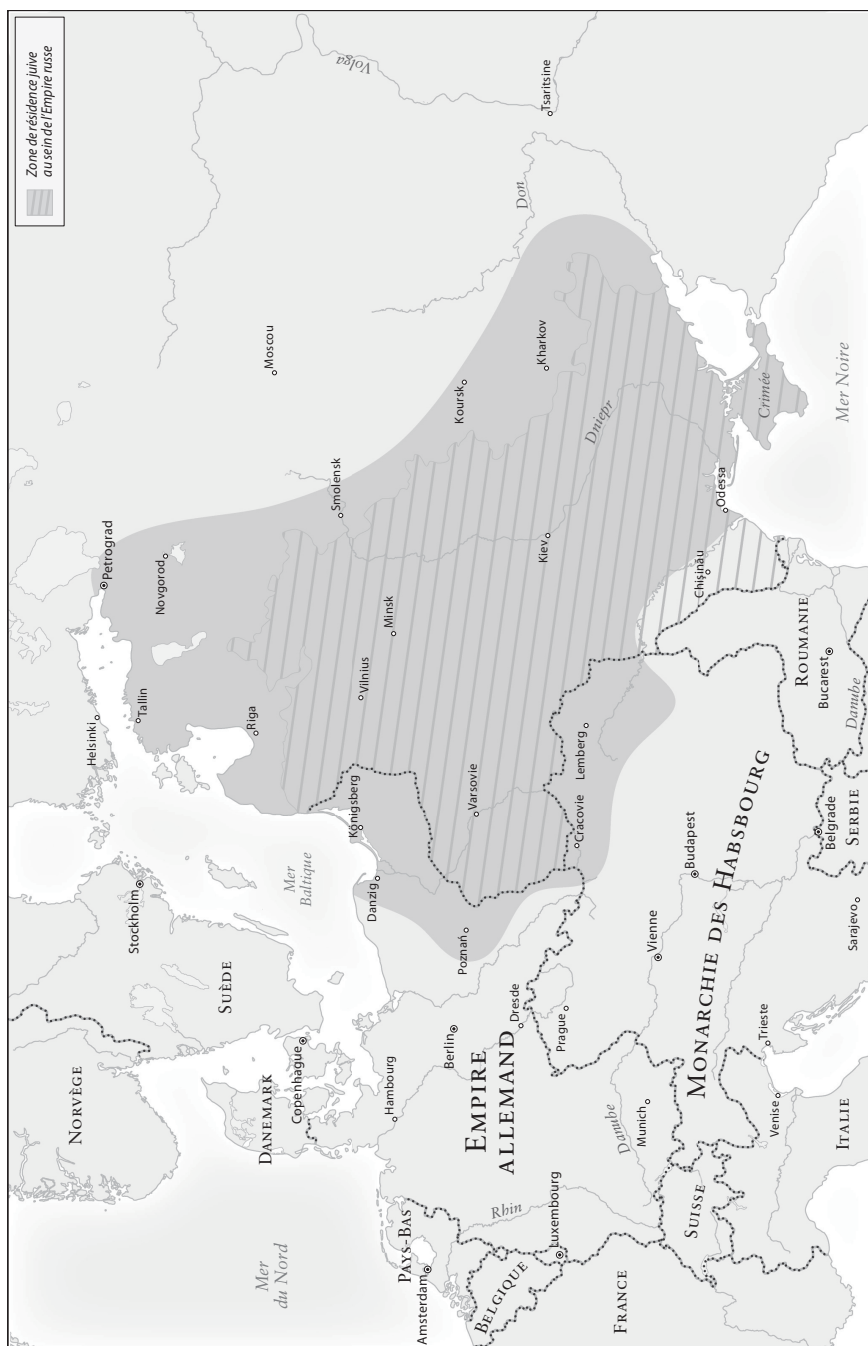
Hitler et Staline

Les régimes nazi et soviétique, ainsi que leur rencontre dans les terres de sang, trouvent leurs origines dans la Première Guerre mondiale de 1914-1918. La guerre fit éclater les vieux empires d'Europe tout en nourrissant les rêves de nouveaux empires. Elle remplaça le principe dynastique du pouvoir impérial par l'idée fragile de la souveraineté populaire. Elle démontra que des millions d'hommes obéissaient aux ordres de combattre et de mourir, pour des causes abstraites et lointaines, au nom de patries qui expiraient déjà ou naissaient à peine. De nouveaux États surgirent de quasiment rien, tandis que l'application de techniques simples permit de déplacer ou d'éliminer de forts groupes de civils. Les autorités ottomanes tuèrent plus d'un million d'Arméniens. L'Empire russe déporta les Allemands et les Juifs. Après la guerre, les États-nations échangèrent des populations bulgares, grecques et turques. Fait tout aussi important, la guerre brisa une économie mondiale intégrée. Aucun adulte européen de 1914 ne devait jamais voir la restauration d'un libre-échange comparable ; la plupart des adultes européens de 1914 ne devaient plus connaître jusqu'à la fin de leurs jours des niveaux de prospérité comparables.

L'essence de la Première Guerre mondiale fut le conflit armé entre, d'un côté, l'Empire allemand, l'Empire des Habsbourg, l'Empire ottoman et la Bulgarie – « les puissances centrales » – et, de l'autre, la France, l'Empire russe, la

Grande-Bretagne, l'Italie, la Serbie et les États-Unis : « les puissances de l'Entente ». La victoire de ces dernières en 1918 sonna le glas de trois empires territoriaux européens : l'Empire des Habsbourg ainsi que les empires allemand et ottoman. Conformément aux dispositions des règlements de Versailles, de Saint-Germain, de Sèvres et du Trianon après la guerre, les domaines multinationaux furent remplacés par des États nationaux, et les monarchies par des républiques démocratiques. Les grandes puissances européennes que la guerre n'avait pas détruites, la Grande-Bretagne et la France, en sortirent considérablement affaiblies. Parmi les vainqueurs, l'illusion prévalut après 1918 que la vie pourrait plus ou moins retrouver son cours d'avant la guerre. Quant aux révolutionnaires qui espéraient diriger les vaincus, leur rêve était que le bain de sang puisse légitimer de nouvelles transformations radicales, susceptibles de donner un sens à la guerre et de réparer ses dommages.

La vision politique la plus importante était celle de l'uto-
pie communiste. À la fin de la guerre, cela faisait soixante-
dix ans que Karl Marx et Friedrich Engels avaient lancé leur
célèbre « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Le
marxisme avait inspiré des générations de révolutionnaires
en appelant à une transformation politique et morale : la fin
du capitalisme et du conflit que la propriété privée était cen-
sée produire, et son remplacement par un socialisme qui
libérerait les masses laborieuses et rendrait à la totalité de
l'humanité une âme non souillée. Pour les marxistes, le pro-
grès historique procédait d'une lutte entre les classes qui s'éle-
vaient et celles qui s'enfonçaient, groupes faits et refaits par
les changements affectant les modes de production écono-
mique. Chaque ordre politique dominant se trouvait contesté
par de nouveaux groupes sociaux formés par de nouvelles
techniques économiques. La lutte des classes moderne oppo-
sait ceux qui possédaient les usines et ceux qui y travaillaient.
En conséquence, Marx et Engels s'attendaient à voir les
révolutions commencer dans les pays industriels plus avan-
cés avec de fortes classes ouvrières, comme l'Allemagne et la
Grande-Bretagne.



Carte 4. Les terres de sang vers 1914.

En perturbant l'ordre capitaliste et en affaiblissant les grands empires, la Première Guerre mondiale offrait une occasion évidente aux révolutionnaires. La plupart des marxistes, cependant, s'étaient habitués à travailler au sein des systèmes politiques nationaux et choisirent de soutenir leurs gouvernements au moment de la guerre. Tel ne fut pas le cas de Vladimir Lénine, sujet de l'Empire russe et chef de file des bolcheviks. Son approche volontariste du marxisme et sa conviction que l'on pouvait accélérer le cours de l'histoire l'amènèrent à voir dans la guerre sa grande chance. Pour un volontariste comme lui, acquiescer au verdict de l'histoire donnait aux marxistes la permission de le prononcer eux-mêmes. Loin d'être écrite à l'avance, l'histoire, aux yeux de Marx, était l'œuvre d'individus avertis de ses principes. Lénine venait d'un pays largement paysan, où, dans une perspective marxiste, les conditions économiques d'une révolution n'étaient pas réunies. Il pensait que les empires coloniaux avaient donné un sursis au système capitaliste, mais qu'une guerre entre empires produirait une révolution générale. L'Empire russe fut le premier à s'effondrer, et Lénine passa à l'action.

Les soldats souffrants et les paysans appauvris de l'Empire russe se révoltèrent au début de 1917. Après qu'un soulèvement populaire eut fait tomber la monarchie en février, un nouveau régime libéral s'efforça de gagner la guerre par une nouvelle offensive militaire contre ses ennemis, l'Empire allemand et l'Empire des Habsbourg. C'est alors que Lénine devint l'arme secrète de l'Allemagne. Les Allemands l'arrachèrent à son exil suisse pour l'envoyer rejoindre en avril la capitale russe de Petrograd afin d'y fomenter une révolution qui ferait sortir la Russie de la guerre. Avec le concours de son allié charismatique, Léon Trotski, et de ses bolcheviks disciplinés, Lénine réalisa un coup d'État qui bénéficia de quelque soutien populaire en novembre. Au début de 1918, le nouveau gouvernement de Lénine signa avec l'Allemagne un traité de paix qui laissa la Biélorussie, l'Ukraine, les pays Baltes et la Pologne sous contrôle allemand. En partie grâce à Lénine, l'Allemagne gagna la guerre sur le front de l'Est et profita pour peu de temps d'un empire oriental.

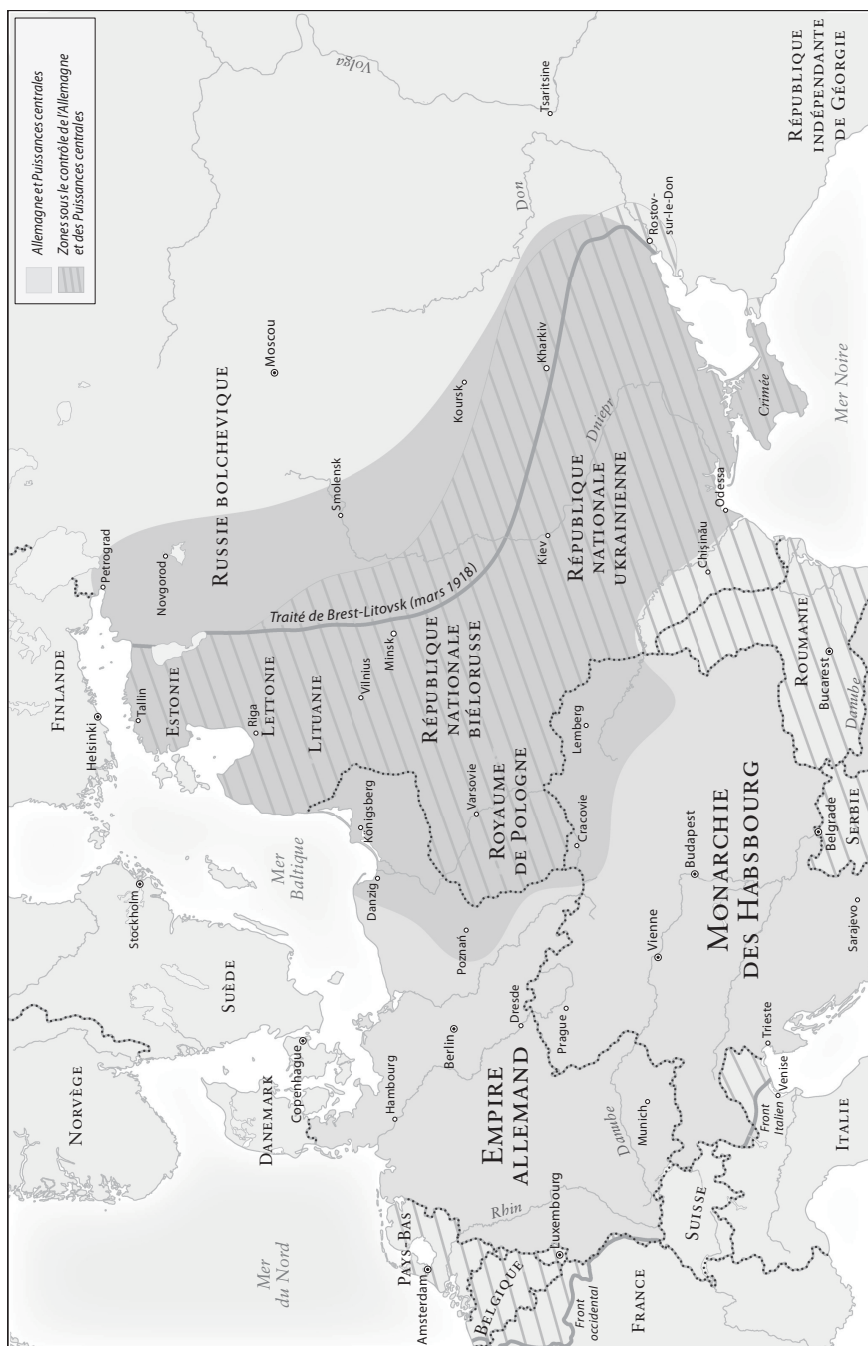
Lénine obtint la paix en concédant aux Allemands un pouvoir colonial sur ce qui avait été l'ouest de l'Empire russe. Mais, raisonnaient les bolcheviks, l'Empire allemand n'allait pas tarder à s'effondrer en même temps que le reste du système capitaliste oppressif, et les révolutionnaires russes et autres pourraient alors propager leur ordre nouveau à l'ouest, vers ces territoires et au-delà. La guerre, plaidaient Lénine et Trotski, se solderait inmanquablement par une défaite allemande sur le front ouest, suivie d'une révolution ouvrière en Allemagne même. Pour eux-mêmes comme à l'intention des autres marxistes, Lénine et Trotski justifiaient leur révolution en Russie par l'espérance d'une révolution prolétarienne imminente dans les pays d'Europe centrale et occidentale plus industrialisée. À la fin de 1918 et en 1919, il pouvait sembler que Lénine ait vu juste. Les Allemands furent bel et bien défaits par les Français, les Britanniques et les Américains sur le front ouest à l'automne de 1918 et durent se retirer, sans avoir essuyé de défaite, de leur nouvel empire oriental. Les révolutionnaires allemands se lancèrent alors ici ou là dans des tentatives de prise du pouvoir. Les bolcheviks ramassèrent les dépouilles en Ukraine et en Biélorussie.

L'effondrement du vieil Empire russe et la défaite de l'ancien Empire allemand créèrent en Europe orientale un vide du pouvoir que les bolcheviks, quels que soient leurs efforts, ne pouvaient remplir. Tandis que Lénine et Trotski déployèrent leur nouvelle Armée rouge dans des guerres civiles en Russie et en Ukraine, cinq pays autour de la Baltique – Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne – devinrent des républiques indépendantes. Du fait de ces pertes de territoire, la Russie bolchevik devait être moins étendue à l'ouest que la Russie des tsars. Parmi ces nouveaux États indépendants, la Pologne était plus peuplée que tous les autres réunis et, d'un point de vue stratégique, de loin le plus important. Plus qu'aucun des autres nouveaux États qui virent le jour à l'issue de la guerre, la Pologne changea les rapports de force en Europe orientale. Si elle n'était pas assez imposante pour être une grande puissance, elle l'était suffisamment pour poser

un problème à toute grande puissance caressant des projets d'expansion. Pour la première fois en plus d'un siècle, elle sépara la Russie de l'Allemagne. L'existence même de la Pologne créait un tampon pour les deux puissances, russe et allemande, et fut très mal vécue à Moscou et à Berlin.

L'idéologie de la Pologne, c'était son indépendance. Il n'y avait plus eu d'État polonais depuis la fin du XVIII^e siècle, quand ses voisins impériaux s'étaient partagé le Commonwealth lituano-polonais. La vie politique polonaise avait continué sous le régime impérial tout au long du XIX^e siècle, et l'idée de nation polonaise s'était, autant que possible, consolidée. En novembre 1918, la proclamation de l'indépendance polonaise ne fut possible qu'en raison de la disparition, après la guerre et la révolution, des trois puissances qui se l'étaient partagée : l'Allemagne, l'Empire des Habsbourg et l'Empire russe. Un révolutionnaire polonais, Józef Piłsudski, exploitait cette grande conjoncture historique. Socialiste dans sa jeunesse, il s'était converti au pragmatisme au point d'être capable de coopérer avec un empire contre les autres. Quand tous les empires s'effondrèrent, ses partisans et lui, déjà organisés en légions militaires durant la guerre, se trouvèrent en meilleure position pour proclamer et défendre un État polonais. Le grand rival politique de Piłsudski, le nationaliste Roman Dmowski, plaida la cause de la Pologne auprès des puissances victorieuses à Paris. La nouvelle Pologne prit la forme d'une république démocratique. Appuyée par les puissances de l'Entente victorieuses, Varsovie pouvait compter sur une frontière plus ou moins favorable avec l'Allemagne, à l'ouest. Mais la question de la frontière orientale de la Pologne restait ouverte. L'Entente n'ayant gagné aucune guerre sur le front de l'Est, elle n'avait aucune condition à imposer en Europe de l'Est.

En 1919-1920, la Pologne et les bolcheviks se disputèrent les territoires frontaliers entre la Pologne et la Russie dans une guerre qui se révéla décisive pour l'ordre européen. L'Armée rouge s'était avancée en Ukraine et en Biélorussie, alors que les Allemands s'en étaient retirés, mais les dirigeants polonais ne voulaient pas reconnaître ces gains. Piłsudski



Carte 5. Les terres de sang à l'été de 1918.

considérerait ces pays comme des sujets politiques indépendants dont l'histoire était liée à celle de la Pologne et dont les dirigeants devaient aspirer à restaurer sous une forme ou une autre l'ancien Commonwealth en Biélorussie et en Lituanie. Son espoir était que, avec le soutien des alliés ukrainiens, les armées polonaises pourraient aider à créer un État ukrainien indépendant. Dès lors que les bolcheviks eurent pris le contrôle de l'Ukraine, en 1919, et arrêté l'offensive polonaise, au printemps de 1920, Lénine et Trotski se mirent en tête d'apporter leur révolution en Pologne, à la pointe de la baïonnette, pour inciter les ouvriers à remplir leur rôle historique. Après la chute de la Pologne, les camarades allemands, épaulés par la nouvelle Armée rouge, mobiliseraient les immenses ressources de leur pays pour sauver la Révolution russe. Mais en août 1920, à Varsovie, l'armée polonaise arrêta les forces soviétiques sur la route de Berlin.

Piłsudski dirigea une contre-attaque qui refoula l'Armée rouge en Biélorussie et en Ukraine. Commissaire politique accompagnant l'Armée rouge en Ukraine, Staline compta parmi les vaincus. Ses propres erreurs de jugement sur le terrain empêchèrent la bonne coordination des forces bolcheviks, rendant l'Armée rouge vulnérable aux manœuvres de Piłsudski. La victoire militaire des Polonais n'entraîna pas pour autant la destruction du pouvoir bolchevik ; les troupes polonaises étaient trop épuisées pour marcher sur Moscou, et la société polonaise trop divisée pour soutenir une telle aventure. Finalement, Russie bolchevik et Pologne se partagèrent les territoires peuplés de Biélorusses et d'Ukrainiens. Ainsi la Pologne vit-elle le jour sous la forme d'un État multinational, avec une population aux deux tiers polonaises du point de vue de la langue, mais comprenant quelque 5 millions d'Ukrainiens, 3 millions de Juifs, 1 million de Biélorusses et entre 0,5 et 1 million d'Allemands. De par sa Constitution, la Pologne était l'État « de la nation polonaise », mais elle comptait la plus forte population de Juifs en Europe et, après la Russie bolchevik, la deuxième population d'Ukrainiens et de Biélorusses. Elle partageait l'ensemble de ses trois grandes minorités natio-

nales – Juifs, Ukrainiens et Biélorusses – avec son voisin oriental.

Alors que les frontières est-européennes se décidaient sur les champs de bataille de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Pologne, les vainqueurs de la Première Guerre mondiale dictaient leurs conditions en Europe centrale et occidentale. Tandis que la Pologne et les bolcheviks se battaient sur ce qui avait été le front de l'Est de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne vaincue essaya de présenter un visage pacifique aux vainqueurs. Elle se proclama république afin de mieux négocier les conditions avec les Français, les Britanniques et les Américains. Son grand parti marxiste, les sociaux-démocrates, rejeta l'exemple bolchevik et ne fit pas la révolution. Dans leur grande majorité, les sociaux-démocrates avaient été loyaux à l'Empire allemand au cours de la guerre, et ils virent dans la proclamation de la République un progrès. Mais ces choix de modération ne devaient guère servir l'Allemagne. Les règlements de l'après-guerre furent dictés, plutôt que discutés ; en violation d'une longue tradition européenne, les vaincus n'eurent pas de place à table à Paris, lors des discussions de paix. Le gouvernement allemand n'eut d'autre choix que de signer le traité de Versailles de juin 1919, mais peu de responsables politiques du pays s'estimèrent tenus d'en défendre les clauses.

Le traité ayant été rédigé par des vainqueurs portés à faire la morale, on pouvait aisément le qualifier d'hypocrite. Tout en menant une guerre contre des empires continentaux, les puissances de l'Entente s'étaient déclarées partisans de la libération des nations d'Europe centrale. Les Américains, en particulier, présentèrent leur participation à la guerre comme une croisade pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais les Français, qui avaient souffert plus que toute autre puissance, voulaient voir les Allemands châtiés et les alliés de la France récompensés. De fait, le traité de Versailles contredit le principe même au nom duquel les puissances de l'Entente avaient prétendu faire la guerre : l'autodétermination nationale. À Versailles, comme à Trianon (juin 1920) et à Sèvres (août 1920), les peuples que l'Entente

tenait pour alliés (Polonais, Tchèques, Roumains) obtinrent davantage de territoires et donc des minorités ethniques plus nombreuses au sein de leurs frontières. Les nations ennemies (Allemands, Hongrois, Bulgares) reçurent moins de territoires, avec, en conséquence, des diasporas plus imposantes dans les frontières d'autres États.

La guerre entre Polonais et bolcheviks se déroula entre l'ouverture des discussions à Versailles et la signature du traité de Sèvres. Parce que l'Europe était encore en guerre à l'est au moment où ces traités étaient négociés puis signés à l'ouest, le nouvel ordre de l'après-guerre fut un peu volatil. Il semblait vulnérable à une révolution de gauche, inspirée, voire fomentée par les bolcheviks. Tant que durait la guerre entre Polonais et bolcheviks, les révolutionnaires d'Allemagne pouvaient imaginer une aide venant de l'Armée rouge. La nouvelle République allemande semblait aussi vulnérable à une révolution de droite. Les soldats allemands revenant du front de l'Est, où ils avaient été victorieux, ne voyaient aucune raison d'accepter ce qu'ils tenaient pour l'humiliation de leur patrie par la nouvelle république et le traité de Versailles qu'elle avait signé. Nombre d'anciens combattants rejoignirent les milices de droite, qui combattaient les révolutionnaires de gauche. Convaincu de n'avoir d'autre solution, le gouvernement social-démocrate utilisa certaines milices de droite pour écraser les menées révolutionnaires des communistes.

La victoire polonaise sur l'Armée rouge à Varsovie, en août 1920, mit fin aux espoirs d'une révolution socialiste en Europe. Signé à Riga en mars 1921, le traité entre la Pologne et la Russie bolchevik paracheva les règlements de l'après-guerre. Il établit la frontière orientale de la Pologne, faisant en sorte que les terres ukrainiennes et biélorusses divisées allaient devenir une pomme de discorde dans les années futures, et fit du bolchevisme une idéologie d'État plutôt qu'une révolution armée. Mise en place l'année suivante, l'Union soviétique devait être un État pourvu de frontières : à cet égard, tout au moins, une entité politique comme les autres. La fin du conflit armé à grande échelle fut aussi la fin des espoirs, à droite, que la révolution puisse conduire à la

contre-révolution. Ceux qui, à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, souhaitent renverser la nouvelle république allemande, devraient contrer leurs propres forces. Les sociaux-démocrates allemands allaient rester partisans de la république, tandis que les communistes allemands loueraient le modèle soviétique et suivraient la ligne de l'URSS. Ils devaient recevoir leurs instructions de l'Internationale communiste, créée par Lénine en 1919. Quant à l'extrême droite allemande, elle devait envisager la fin de l'ordre instauré après la guerre comme un objectif de la seule Allemagne, après que celle-ci se serait reconstruite et refaite.

La reconstruction de l'Allemagne semblait plus difficile qu'elle ne l'était vraiment. Rendue responsable de la guerre, l'Allemagne perdit non seulement une partie de son territoire et de sa population, mais le droit à des forces armées normales. Au début des années 1920, elle souffrit de l'hyperinflation et du chaos politique. Malgré tout, l'Allemagne demeurait, tout au moins potentiellement, le pays le plus puissant d'Europe : le deuxième après l'Union soviétique par sa population, mais aussi la première puissance industrielle, avec un territoire qui n'avait pas été occupé au cours de la guerre et des possibilités d'expansion esquissées implicitement dans la logique des accords de paix. Sitôt que les combats en Europe eurent cessé, le gouvernement allemand trouva rapidement un terrain d'entente avec l'Union soviétique. Somme toute, Berlin et Moscou souhaitent toutes deux changer l'ordre européen aux dépens de la Pologne. Chacune voulait être moins isolée sur la scène politique internationale. Ainsi est-ce un gouvernement démocratique allemand qui signa en 1922 le traité de Rapallo avec l'Union soviétique, rétablissant les relations diplomatiques, facilitant les échanges et inaugurant une coopération militaire secrète.

Pour beaucoup d'Allemands, l'autodétermination était à la fois une persécution et une promesse. Une dizaine de millions de germanophones, anciens sujets de la monarchie des Habsbourg, restaient hors des frontières de l'Allemagne. Près de 3 millions habitaient la frange nord-ouest de la Tché-

coslovaquie, juste à la frontière avec l'Allemagne. Il y avait plus d'Allemands en Tchécoslovaquie que de Slovaques. L'Autriche, entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, se composait presque exclusivement de germanophones. Le traité de Saint-Germain n'en faisait pas moins obligation à l'Autriche de rester un État séparé, alors même qu'une bonne partie de sa population aurait préféré rejoindre l'Allemagne. Adolf Hitler, le chef de file du parti ouvrier allemand national-socialiste, ou NSDAP (National-Sozialistische deutsche Arbeiter Partei), créé en 1920, était lui-même autrichien et partisan de l'Anschluss : l'unification de l'Autriche et de l'Allemagne. Ces objectifs d'unité nationale, si spectaculaires soient-ils, dissimulaient en réalité la pleine mesure des ambitions de Hitler.

Plus tard, devenu chancelier allemand, c'est Hitler qui devait signer avec l'Union soviétique le traité de partage de la Pologne. Ce faisant, il ferait sienne une idée extrême à laquelle de nombreux Allemands adhéraient : que les frontières de la Pologne étaient illégitimes et que son peuple n'était pas digne de former un État. Où Hitler se distinguait des autres nationalistes allemands, c'était par sa vision de ce qui devait suivre l'unification des Allemands au sein de l'Allemagne et la domination de la Pologne : l'élimination des Juifs européens et la destruction de l'Union soviétique. En chemin, Hitler allait offrir son amitié à la Pologne aussi bien qu'à l'Union soviétique et masquer ses intentions plus radicales aux Allemands jusqu'à ce que ce soit trop tard. Mais les visions catastrophiques étaient présentes dès le début dans le nazisme.

En 1921, quand le cataclysme de la guerre s'arrêta enfin en Europe orientale, Lénine et ses révolutionnaires durent se regrouper pour réfléchir. Privés par les Polonais d'un triomphe européen, les bolcheviks n'avaient d'autre solution que d'éteindre l'embrasement révolutionnaire et de bâtir une sorte d'État socialiste. Lénine et ses partisans tenaient pour acquis qu'ils devaient garder le pouvoir ; de fait, l'échec de la révolution européenne devait justifier à leurs yeux

leurs extraordinaires aspirations à la domination politique. Il fallait centraliser le pouvoir afin d'achever la révolution et, ainsi, la défendre de ses ennemis capitalistes. Ils s'empressèrent d'interdire les autres partis et de terroriser leurs rivaux politiques en les qualifiant de réactionnaires. Ayant perdu les seules élections ouvertes qu'ils aient jamais organisées, ils ne devaient plus faire de consultations. Quoique défaite en Pologne, l'Armée rouge était amplement suffisante pour vaincre tous les rivaux armés sur le territoire de l'ancien empire. Connus sous le nom de Tcheka, les services secrets bolcheviks tuèrent des milliers de gens dans le dessein de consolider le nouvel État soviétique.

Triompher par la violence était plus facile que de construire un ordre nouveau. Le marxisme n'était que d'une aide limitée pour un pays multiculturel de paysans et de nomades. Marx avait supposé que la révolution se produirait d'abord dans le monde industriel et n'avait consacré qu'une attention sporadique aux questions paysanne et nationale. Or voici que, d'une manière ou d'une autre, il fallait amener les paysans de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie ainsi que les nomades d'Asie centrale à construire le socialisme pour une classe ouvrière concentrée dans les villes de langue russe. Les bolcheviks devaient transformer la société préindustrielle dont ils avaient hérité afin de bâtir la société industrielle que l'histoire n'avait pas encore produite ; c'est alors seulement qu'ils pourraient altérer cette société industrielle de manière à favoriser les ouvriers.

Les bolcheviks devaient d'abord accomplir le travail constructif du capitalisme avant de pouvoir entreprendre véritablement l'œuvre constructive du socialisme. En créant l'industrie, décidèrent-ils, l'État attirerait les membres des innombrables cultures de l'Union soviétique pour les unir dans une loyauté politique plus large qui dépasserait les différences nationales. La maîtrise des paysans et des nations était en vérité une grande ambition, dont les bolcheviks dissimulèrent la principale implication, à savoir qu'ils étaient les ennemis de leurs peuples, qu'on les définisse par la classe ou par la nation. Ils croyaient que la société qu'ils gouver-

naient était historiquement morte : un signet à retirer avant de tourner la page.

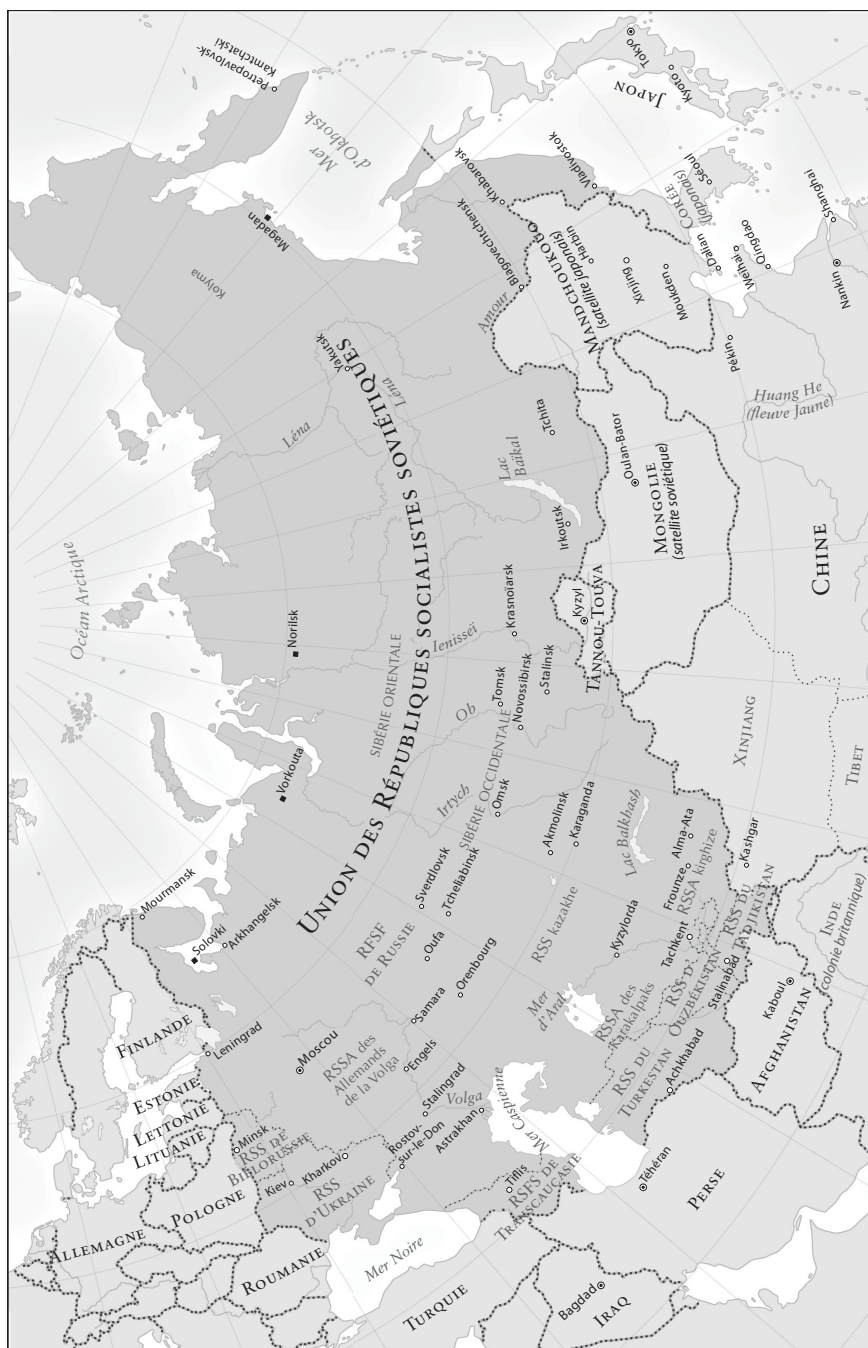
Afin de consolider leur pouvoir une fois la guerre terminée et rallier des cadres loyaux à la révolution économique à venir, les bolcheviks durent consentir des compromis. Il n'était naturellement pas question de laisser les nations se doter d'États indépendants, mais elles ne furent pas non plus vouées à l'oubli. Bien que les marxistes aient généralement pensé que l'attrait du nationalisme déclinerait avec la modernisation, les bolcheviks décidèrent de rallier les nations, ou tout au moins leurs élites, à leur campagne d'industrialisation de l'Union soviétique. Lénine ratifia l'identité nationale des peuples non russes. L'Union soviétique avait l'apparence d'une fédération de la Russie avec les nations voisines. Une politique d'éducation et d'embauche préférentielles devait gagner la loyauté et la confiance des non-Russes. Sujets d'un État multinational, puis maîtres d'un autre, les bolcheviks étaient capables d'un raisonnement subtil et de doigté sur la question nationale. Les dirigeants révolutionnaires eux-mêmes étaient loin d'être purement et simplement russes. Lénine, que l'on tenait pour un Russe et dont on se souvient comme tel, avait aussi des origines suédoises, allemandes, juives et kalmouks ; Trotski était juif ; Staline, géorgien.

Il fallait donner une nouvelle image communiste des nations et se concilier les paysans avant de pouvoir en triompher. Les bolcheviks passèrent avec leur population rurale un compromis qui n'était que temporaire : ce qu'ils savaient bien et ce que les paysans redoutaient. Le nouveau régime soviétique permit aux paysans de conserver la terre qu'ils avaient prise à leurs anciens seigneurs et de vendre leurs produits sur le marché. Les perturbations de la guerre et de la révolution avaient créé d'extrêmes pénuries alimentaires ; les bolcheviks avaient réquisitionné des grains pour eux-mêmes et leurs fidèles. Plusieurs millions de gens moururent de faim et de maladies liées à la famine en 1921-1922. De cette expérience, les bolcheviks retirèrent que l'alimentation était une arme. Mais le conflit terminé, et les bolcheviks en étant sortis vainqueurs, il leur fallait un approvisionnement alimentaire fiable. Ils avaient pro-

mis la paix et du pain à leur peuple : ils allaient leur en donner un minimum, du moins pour un temps.

L'État de Lénine était une action de consolidation politique en vue d'une révolution économique encore à venir. Son régime soviétique reconnaissait les nations, alors que le marxisme promettait un monde qui en serait débarrassé ; et son économie soviétique permettait un marché, quand le communisme promettait la propriété collective. En janvier 1924, à la mort de Lénine, divers débats étaient déjà engagés sur le moment et la manière dont ces compromis transitoires devraient déboucher sur une seconde révolution. Et c'est précisément la discussion, dans le nouvel ordre soviétique, qui détermina le sort de la population. Les bolcheviks avaient hérité de Lénine du principe du « centralisme démocratique », traduction de l'historiosophie marxiste en réalité bureaucratique. Les ouvriers représentaient la marche en avant de l'histoire ; le parti communiste discipliné, les ouvriers ; le comité central, le parti ; le Politburo, groupe formé de quelques hommes, le comité central. La société était subordonnée à l'État, lui-même placé sous la coupe d'un parti, qui, en pratique, était dirigé par une poignée d'hommes. Les conflits opposant les membres de ce petit groupe étaient censés représenter non pas des options politiques, mais l'histoire ; leur issue en était donc le verdict.

L'interprétation stalinienne de l'héritage de Lénine allait être décisive. Quand Staline, en 1924, parla du « socialisme dans un seul pays », il voulait dire que l'Union soviétique devrait construire son paradis ouvrier sans grande aide des ouvriers du reste du monde, qui ne s'étaient pas unis. Tout en n'étant pas d'accord sur les priorités de la politique agricole, tous les communistes tenaient pour acquis que la campagne soviétique devrait bientôt financer sa propre destruction. Mais où trouver le capital initial pour assurer la transition d'une économie agraire à une économie industrielle. Il faudrait trouver le moyen d'arracher au paysan un « excédent », qui pourrait être vendu contre les devises étrangères nécessaires pour importer des machines – et utilisées pour remplir les ventres d'une classe ouvrière croissante. En 1927, alors



Carte 6. L'Union soviétique vers 1933.

que les investissements de l'État connurent une inflexion décisive en faveur de l'industrie, la discussion entra dans une phase critique.

Le débat sur la modernisation fut, par-dessus tout, un duel entre Trotski et Staline. De tous les camarades de Lénine, Trotski était le plus accompli ; mais Staline avait été chargé de l'appareil du parti en tant que secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique (les bolcheviks). La mainmise de Staline sur les hommes et son génie pratique lors des réunions du comité lui permirent de se hisser au sommet. S'il ne faisait pas d'étincelles dans les discussions théoriques, il savait monter une coalition. Au sein du Politburo, il commença par s'allier avec les partisans d'une transformation économique plus lente et élimina ceux qui paraissaient plus radicaux ; après quoi il se radicalisa et purgea ses précédents alliés. À la fin de 1927, ses anciens rivaux de gauche – Trotski, Grigori Zinoviev et Lev Kamenév – avaient été chassés du parti. À la fin de 1929, Staline s'était associé aux choix politiques de ces rivaux épurés, et se débarrassa alors de son principal allié à droite, Nikolaï Boukharine. De même que Zinoviev et Kamenev, Boukharine resta en Union soviétique, dépouillé de son autorité antérieure. Staline se trouva des partisans loyaux au sein du Politburo, notamment Lazare Kaganovitch et Viatcheslav Molotov. Trotski quitta le pays.

Si habile fût-il quand il s'agissait de définir la politique soviétique, Staline devait maintenant veiller à tenir sa promesse. En 1928, en vertu de son premier plan quinquennal, il proposa de s'emparer des terres agricoles, de forcer les paysans à travailler en équipes sous la coupe de l'État et de traiter les récoltes comme le bien de l'État : une politique de « collectivisation ». Terre, matériel et hommes, tout appartiendrait à la même ferme collective, à ces grandes entités qui, imaginait-on, produiraient plus efficacement. Les fermes collectives seraient organisées autour de « stations de tracteurs et de machines », qui distribueraient du matériel moderne et logeraient les agitateurs politiques. La collectivisation permettrait à l'État de maîtriser la production agricole, et ainsi

de nourrir ses ouvriers et de conserver leur soutien, mais aussi d'exporter vers des pays étrangers et de gagner des devises fortes à investir dans l'industrie.

Afin de faire paraître la collectivisation inévitable, Staline devait affaiblir le marché et le remplacer par la planification étatique. En juillet 1928, son allié Kaganovitch déclara que les paysans se livraient à une « grève des céréales » et que la seule solution était de réquisitionner leurs récoltes. Les paysans, voyant que l'on pouvait leur enlever leurs produits, les cachèrent au lieu de les vendre. Le marché apparut ainsi encore moins fiable, alors même que l'État était en fait le seul à blâmer. Staline put plaider que le problème fondamental était la spontanéité du marché, et que l'État devait contrôler l'approvisionnement alimentaire.

La Grande Dépression parut donner raison à Staline quant au manque de fiabilité du marché. Le 29 octobre 1929, le « Mardi noir », le marché boursier américain s'effondra. Le 7 novembre, pour le douzième anniversaire de la Révolution bolchevik, Staline donna une description de la solution de rechange socialiste au marché que sa politique allait rapidement instaurer en Union soviétique. Il promit que 1930 serait « l'année de la grande transformation » et que la collectivisation apporterait sécurité et prospérité. L'ancienne campagne cesserait d'exister. On pourrait achever la révolution dans les villes, où le prolétariat prospérerait grâce aux vivres produits par une paysannerie pacifiée. Ces ouvriers créeraient la première société socialiste de l'histoire et un État puissant qui pourrait se défendre des ennemis extérieurs. Plaidant la cause de la modernisation, Staline faisait aussi valoir ses titres au pouvoir.

Pendant que Staline œuvrait, Hitler inspirait. Pendant que Staline institutionnalisait une révolution, s'assurant ainsi une place au sommet d'un État fondé sur un parti unique, Hitler faisait carrière en rejetant les institutions autour de lui. De leurs années de travail clandestin dans l'Empire russe, les bolcheviks avaient hérité d'une tradition faite de débat, d'abord, puis de discipline. Les nationaux-socialistes (nazis) n'avaient

pas de véritable tradition de discipline ni de complot. Comme les bolcheviks, ils rejetaient la démocratie, mais au nom d'un chef qui pouvait le mieux exprimer la volonté de la race, au lieu d'un parti qui comprenait les diktats de l'histoire. L'ordre mondial n'était pas le fait des impérialistes capitalistes, comme le croyaient les bolcheviks, mais de Juifs habitués à la conspiration. Le problème de la société moderne n'était pas que l'accumulation de propriétés débouche sur la domination d'une classe, mais que les Juifs aient sous leur coupe à la fois le capitalisme financier et le communisme, et donc l'Amérique, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. Le communisme n'était qu'un conte de fées juif, celui d'une égalité impossible, destiné à faire d'Européens naïfs les esclaves des Juifs. La réponse au capitalisme juif sans cœur et au communisme ne pouvait être que le socialisme national, qui rendrait justice aux Allemands aux dépens des autres.

Dans les années 1920, sous la démocratie, les nazis eurent tendance à souligner ce qu'ils avaient de commun avec les autres Allemands. Les nazis de Hitler partageaient la révolusion de la plupart des autres partis allemands de l'époque envers les dispositions du traité de Versailles. Les nazis nourrissaient une véritable obsession pour leur « destinée manifeste » à l'Est, où les soldats allemands avaient été victorieux sur le terrain au cours de la Première Guerre mondiale, et où l'Allemagne avait dirigé une vaste zone d'occupation en Pologne, en Biélorussie, en Ukraine et dans la région de la Baltique en 1918. À la différence de ses rivaux européens comme la France et la Grande-Bretagne, l'Allemagne ne disposait pas d'un immense empire ; elle avait abandonné ses modestes possessions outre-mer après avoir perdu la guerre. La frontière est-européenne était d'autant plus alléchante. Perçue comme un régime juif illégitime et oppressif, l'Union soviétique devrait tomber. La Pologne, qui s'interposait entre l'Allemagne et sa destinée orientale, devrait s'incliner au passage. Elle ne pouvait être un tampon pour la puissance allemande : dans les futures guerres de l'Est, elle devrait être soit un allié faible, soit un ennemi vaincu.

En novembre 1923, Hitler tenta vainement de lancer à

Munich une révolution nationale allemande, ce qui lui valut un court séjour en prison. Si le nazisme, dans sa substance, était sa création, sa tentative de coup d'État s'inspirait de la réussite des fascistes italiens, qu'il admirait. L'année précédente, Benito Mussolini avait pris le pouvoir en Italie après une « marche sur Rome », et Hitler l'imita sans succès à Munich. Comme Hitler et ses nazis, les fascistes italiens glorifiaient la volonté nationale, qu'ils opposaient au caractère assommant du compromis politique. Mussolini et Hitler, à sa suite, se servirent de l'existence de l'Union soviétique au sein de la politique intérieure. Tout en admirant la discipline de Lénine et le modèle de l'État fondé sur un parti unique, les deux hommes brandirent la menace d'une révolution communiste pour justifier leur régime. Malgré leurs multiples différences, tous deux incarnaient une nouvelle sorte de droite européenne, pour laquelle il allait de soi que le communisme était le grand ennemi, mais qui imitait certains aspects de la politique communiste. De même que Mussolini, Hitler était un orateur hors pair et la seule personnalité dominante dans son mouvement. Après sa libération de prison, en décembre 1924, il n'eut pas grand mal à reprendre la direction du parti nazi.

C'est largement grâce aux cadres qu'il nomma et sur le soutien desquels il pouvait compter que Staline se hissa au pouvoir dans la seconde moitié des années 1920. Hitler rallia des soutiens par son charisme personnel, tout en attendant de ses proches et de ses partisans qu'ils élaborent des politiques et un langage qui correspondent à sa rhétorique et à son imagination. Staline voyait dans la pensée marxiste un instrument nécessaire pour hâter son ascension et défendre sa politique, mais, tout au moins jusqu'en 1933, il ne fut jamais libre d'interpréter le marxisme à sa guise. Hitler, en revanche, incitait les autres à réfléchir pour lui. Dans sa cellule, Hitler avait rédigé le premier volume de son manifeste biographique, *Mein Kampf* (« mon combat »). Ce livre et d'autres textes (notamment son « Second Livre¹ ») exposaient

1. Inédit et sans titre, publié en français sous le titre *L'Expansion du III^e Reich*, trad. F. Brière, Plon, 1963.

clairement ses projets sans pour autant faire partie d'un canon. Staline fut d'abord contraint par ce que ses camarades pouvaient faire, puis préoccupé par ce qu'ils pouvaient dire. Hitler n'eut jamais à maintenir ne serait-ce qu'une apparence de dialogue ou de cohérence.

Sorti de prison, Hitler consentit un certain compromis avec la république allemande. Il pratiqua la politique parlementaire en tant que chef du parti nazi, ne serait-ce que pour diffuser sa propagande, identifier ses ennemis et approcher des institutions du pouvoir. Il essaya d'éviter la prison, alors même que les groupes paramilitaires nazis affrontaient leurs ennemis de gauche dans des rixes. En 1928, alors que l'économie allemande avait connu plusieurs années consécutives de croissance, les nazis n'obtinrent que douze sièges au Parlement, pour 2,6 % des suffrages exprimés. Puis survint la Grande Dépression, dont Hitler profita plus encore que Staline. L'effondrement de l'économie allemande réveilla le spectre d'une révolution communiste, aidant ainsi Hitler à accéder au pouvoir. La crise économique internationale semblait justifier un changement radical. La possibilité apparente d'une révolution conduite par le puissant Parti communiste allemand engendra des peurs que Hitler put canaliser vers le nationalisme. En septembre 1930, les nazis réunirent 18 % des voix et obtinrent 107 sièges, avant de remporter les élections de juillet 1932 avec pas moins de 37 % des voix.

En 1932, les élections parlementaires allemandes furent une manifestation de soutien populaire, plutôt qu'une voie d'accès direct au pouvoir, car l'existence de la démocratie allemande n'était que formelle. Les deux dernières années, les chanceliers avaient poussé le président à promulguer des décrets qui avaient force de loi. En 1932, le Reichstag ne se réunit que douze fois. Hitler fut nommé chancelier en janvier 1933 avec le concours des conservateurs et des nationalistes qui croyaient pouvoir se servir de lui afin d'écarter du pouvoir la puissante gauche allemande. À leur grande surprise, Hitler organisa aussitôt des élections et utilisa sa nouvelle position pour asseoir l'hégémonie de son parti sur la société allemande. Quand les résultats furent proclamés, le 5 mars

1933, les nazis avaient triomphé des sociaux-démocrates et des communistes. Leur victoire était spectaculaire, avec 43,9 % des voix et 288 des 647 sièges au Reichstag.

Au printemps de 1933, Hitler remodelait le système politique allemand ; à cette même époque, Staline affirmait son autorité personnelle sur l'Union soviétique.

*

En 1933, les gouvernements soviétique et nazi semblaient tous deux capables de répondre à l'effondrement économique mondial. Tous deux rayonnaient de dynamisme à une époque où la démocratie libérale semblait incapable d'arracher les gens à la pauvreté. La plupart des gouvernements d'Europe, y compris le gouvernement allemand avant 1933, avaient cru ne disposer que de peu de moyens pour combattre l'effondrement de l'économie. Le point de vue dominant était qu'il fallait équilibrer le budget et restreindre la masse monétaire. Nous le savons aujourd'hui, cela ne fit qu'aggraver les choses. La Grande Dépression sembla discréditer la réponse politique apportée à l'issue de la Première Guerre mondiale : marchés ouverts à la concurrence, parlements, États-nations. Le marché avait produit la catastrophe, aucun parlement n'avait de réponse, et les États-nations manquaient apparemment de moyens pour protéger leurs citoyens de la misère.

Nazis et Soviétiques disposaient pour leur part d'un récit fort sur ceux qu'il convenait de blâmer pour la crise – capitalistes juifs ou tout simplement capitalistes – et d'approches radicales de l'économie politique. Non contents de rejeter la forme légale et politique de l'ordre de l'après-guerre, ils contestaient également sa base économique et sociale. Remontant aux racines économiques et sociales de l'Europe d'après guerre, ils reconsidéraient la vie et le rôle des hommes et des femmes qui travaillaient la terre. Dans l'Europe des années 1930, les paysans restaient majoritaires dans la plupart des pays. La terre arable était une ressource naturelle précieuse, fournissant l'énergie à des économies encore alimentées par

les animaux et les hommes. On comptait les calories, mais pour des raisons assez différentes de celles d'aujourd'hui : les planificateurs économiques devaient veiller à ce que l'on puisse nourrir les populations, les maintenir en vie et productives.

La plupart des États d'Europe n'avaient aucune perspective de transformation sociale, et n'avaient donc guère les moyens de rivaliser avec les nazis et les Soviétiques ou de les contrer. La Pologne et les autres nouveaux États d'Europe orientale avaient initié une réforme agraire dans les années 1920, mais leurs efforts s'étaient révélés insuffisants. Les propriétaires fonciers firent pression pour conserver leurs biens, tandis que les banques et les États furent avares de leurs crédits avec les paysans. Dans un premier temps, la fin de la démocratie dans la région, sauf en Tchécoslovaquie, ne suscita guère de réflexions nouvelles sur les questions économiques. En Pologne, en Hongrie et en Roumanie, les régimes autoritaires eurent moins d'hésitation à jeter leurs opposants en prison tout en se répandant en propos élevés sur la nation. Mais, en matière de nouvelle politique économique, aucun ne trouva grand-chose à offrir au cours de la crise.

En 1933, les solutions de rechange nazie et soviétique à la démocratie tenaient à leur rejet d'une simple réforme agraire, laquelle faisait désormais figure de niaiserie discréditée des démocraties en faillite. Malgré leurs multiples différences, Hitler et Staline présumaient qu'une des racines du problème était le secteur agricole et que la solution résidait dans une intervention drastique de l'État. Si l'État pouvait accomplir une transformation économique radicale, celle-ci serait alors un système politique d'un nouveau genre. L'approche stalinienne, publique depuis le début du plan quinquennal en 1928, était la collectivisation. Les dirigeants soviétiques laissèrent les paysans prospérer dans les années 1920 à seule fin de leur enlever leurs terres au début des années 1930 et de mieux créer des fermes collectives où les paysans travailleraient pour l'État.

La réponse de Hitler à la question paysanne fut tout aussi

imaginative, et aussi bien camouflée. Avant et encore quelques années après son arrivée au pouvoir, en 1933, il sembla que Hitler s'intéressait avant tout à la classe ouvrière allemande et réglerait l'insuffisance des ressources alimentaires de l'Allemagne par l'importation. Une politique de réarmement rapide, et illégale, permit de rayer les Allemands des listes de chômeurs pour les placer dans des casernes ou des usines d'armement. Alors que le programme du parti nazi promettait de redistribuer la terre des paysans les plus riches au profit des plus pauvres, cette version traditionnelle de la réforme agraire fut tranquillement ajournée après que Hitler devint chancelier. Plutôt que de mettre en œuvre une politique agraire redistributive, Hitler se mit en quête d'accords internationaux : des accords commerciaux spéciaux avec ses voisins est-européens, permettant d'échanger des produits industriels allemands contre des denrées alimentaires. La politique agricole de Hitler dans les années 1930 ressemblait un peu à celle de Lénine dans les années 1920 : le pré-lude politique à la vision d'un changement économique d'un radicalisme presque unimaginable.

La vraie politique agricole nazie était de créer un empire frontalier à l'est. La question agricole allemande serait résolue non pas en Allemagne, mais à l'étranger : en s'emparant des terres fertiles des paysans polonais et soviétiques, qui seraient affamés, assimilés, déportés ou asservis. Plutôt que d'importer des céréales de l'est, l'Allemagne y exporterait ses paysans, qui coloniseraient les terres de Pologne et de l'Union soviétique occidentale. Tout en évoquant en termes généraux la nécessité d'un « espace vital » élargi, jamais Hitler n'indiqua très clairement aux paysans allemands qu'il comptait sur leur migration massive vers l'est, pas plus que les bolcheviks n'indiquèrent clairement aux paysans soviétiques qu'ils attendaient d'eux qu'ils abandonnent leurs propriétés à l'État. Durant la collectivisation du début des années 1930, Staline assimila sa campagne contre ses paysans à une « guerre » pour les céréales ; quant à Hitler, il comptait sur la victoire dans une future guerre pour nourrir l'Allemagne. Le programme soviétique fut mis en œuvre au

nom de principes universels et le plan nazi par la conquête massive de l'Europe de l'Est pour le bénéfice d'une race de seigneurs.

Hitler et Staline accédèrent au pouvoir à Berlin et à Moscou, mais leurs visions de transformation concernaient avant tout les territoires intermédiaires. Leurs utopies de domination se chevauchaient en Ukraine. Hitler gardait le souvenir de l'éphémère colonie orientale de 1918, quand les Allemands avaient accès au grenier ukrainien. Staline, qui avait servi la révolution en Ukraine peu de temps après, avait à peu près la même vision du pays. Il fallait en exploiter la terre agricole et les paysans pour édifier un État industriel moderne. Hitler considérait la collectivisation comme un échec désastreux et y voyait la preuve de la faillite du communisme soviétique en tant que tel. En revanche, il ne doutait pas que les Allemands puissent faire de l'Ukraine une terre de lait et de miel.

Pour Hitler comme pour Staline, l'Ukraine était plus qu'une source de vivres : le territoire qui leur permettrait de briser les règles de l'économie traditionnelle, d'arracher leurs pays à la pauvreté et à l'isolement et de remodeler le continent à leur image. Leurs programmes et leur pouvoir dépendaient de leur contrôle de la terre fertile de l'Ukraine et de ses millions de travailleurs agricoles. En 1933, les Ukrainiens devaient mourir par millions, dans la plus grande famine artificielle de l'histoire du monde. Ce fut le début de l'histoire spéciale de l'Ukraine, mais pas la fin. En 1941, Hitler allait arracher l'Ukraine à Staline et tenter de réaliser sa vision coloniale en commençant par exécuter les Juifs et affamer les prisonniers de guerre soviétiques. Les staliniens colonisèrent leur pays, et les nazis colonisèrent l'Ukraine soviétique occupée : les Ukrainiens n'en finirent pas de souffrir. Pendant les années où Staline et Hitler étaient tous deux au pouvoir, plus de gens furent tués en Ukraine que partout ailleurs, que ce soit dans les terres de sang, en Europe ou dans le reste du monde.

Famines soviétiques

Dans le monde occidental, 1933 fut une année de faim. Les rues des villes américaines et européennes grouillaient d'hommes et de femmes qui avaient perdu leur emploi et s'habituèrent à faire la queue pour obtenir de quoi manger. À Berlin, Gareth Jones, jeune journaliste gallois entreprenant, observa des chômeurs allemands se rassembler à la voix d'Adolf Hitler. À New York, il fut frappé par l'impuissance du travailleur américain, après trois années de crise : « J'ai vu des centaines et des centaines de pauvres gars qui faisaient la queue, pour certains dans des vêtements qui avaient été bons dans le temps, tous attendant qu'on leur remette deux sandwiches, un beignet, une tasse de café et une cigarette. » À Moscou, où Jones arriva en mars, on se félicitait de la faim qui sévissait dans les pays capitalistes. La crise semblait annoncer une révolution socialiste mondiale. Staline et sa coterie se vantaient de l'inévitable triomphe du système qu'ils avaient construit en Union soviétique¹.

Pourtant, 1933 fut aussi une année de faim dans les villes soviétiques, surtout en Ukraine soviétique. Dans les villes d'Ukraine – Kharkiv, Kyiv, Stalino, Dniepropetrovsk –, des centaines de milliers de gens faisaient la queue chaque jour pour une simple miche de pain. À Kharkiv, la capitale de la république, Jones vit une misère d'un nouveau genre. À deux

1. Cité dans COLLEY, 2006, p. 161.

heures du matin, les gens venaient faire la queue devant des boutiques qui n'ouvraient qu'à sept heures. En moyenne, 40 000 personnes attendaient chaque jour pour obtenir du pain. Ceux qui faisaient la queue tenaient tellement à garder leurs places qu'ils s'accrochaient aux ceintures de ceux qui les précédaient. La faim en avait rendu certains si faibles qu'ils ne pouvaient se tenir debout sans le ballast des inconnus. L'attente durait toute la journée, voire deux jours. Les femmes enceintes et les mutilés de guerre n'étaient plus prioritaires et en étaient réduits à faire la queue avec les autres s'ils voulaient manger. Quelque part dans la queue une femme gémissait, et le geignement se répercutait en écho tout au long de la queue, au point que ces milliers de personnes finissaient par ressembler à un animal saisi d'une peur panique¹.

Les habitants des villes d'Ukraine avaient peur de perdre leur place dans les queues pour le pain et de mourir de faim. Ils savaient que la ville était leur seul espoir de se nourrir. Les villes ukrainiennes avaient connu une croissance rapide au cours des cinq années précédentes, absorbant les paysans pour faire d'eux des ouvriers et des employés de bureau. Les fils et les filles de paysans ukrainiens, tout comme les Juifs, les Polonais et les Russes qui habitaient ces villes depuis bien plus longtemps, étaient tributaires des vivres qu'ils obtenaient dans ces boutiques. À la campagne, leurs familles n'avaient rien. Le phénomène était inhabituel. Normalement, en temps de famine, les citadins se rabattent sur la campagne. En Allemagne ou aux États-Unis, les paysans n'ont presque jamais eu faim, même au cours de la crise. En ville, les ouvriers et les professions libérales en étaient réduits à vendre des pommes ou à les voler ; mais dans l'Altes Land ou l'Iowa, il y avait toujours quelque part un verger, un silo, un cellier. Les citadins ukrainiens n'avaient nulle part où aller, aucune aide à chercher auprès des fermes. La plupart avaient des coupons

1. Sur le journaliste Gareth Jones, cf. *ibid.*, pp. 224-238 ; JONES, 1932 ; CONQUEST, p. 309 et trad. p. 333 ; DALRYMPLE, 1965, p. 473. Sur Kharkiv, cf. FALK, pp. 140, 172-175, 288 ; KOVALENKO, p. 557 ; WERTH, 2007, p. 130. L'image est de Vassili Grossman.

de rationnement qu'ils devaient présenter pour obtenir un bout de pain. C'est l'encre sur le papier qui leur donnait leur seule chance de vivre, et ils le savaient¹.

Ils en avaient la preuve tout autour d'eux. Des paysans faméliques quémandaient le long des queues, réclamant des miettes. Dans une ville, une fille de quinze ans se fraya un chemin jusqu'au début de la queue à seule fin de se faire rosser à mort par le commerçant. Les ménagères qui faisaient la queue devaient regarder des paysannes mourant de faim sur les trottoirs. Sur le chemin de l'école, une fillette voyait un mourant le matin, un mort l'après-midi. Un jeune communiste qualifia les enfants de paysans qu'il croisa de « squelettes vivants ». Dans la ville industrielle de Stalino, un membre du parti s'avouait affligé par les cadavres des gens morts de faim qu'il trouvait devant sa porte de service. Les couples qui se promenaient dans les parcs ne pouvaient manquer les écriteaux interdisant de creuser des fosses. Interdiction était faite aux médecins et aux infirmières de traiter, ou de nourrir, les affamés qui parvenaient jusqu'à leurs hôpitaux. La police de la ville raflait les gosses des rues affamés pour les cacher aux regards des passants. Dans les villes ukrainiennes soviétiques, la police appréhendait plusieurs centaines d'enfants chaque jour : au début de l'année 1933, la police de Kharkiv se vit attribuer un jour un quota de 2 000. Il y avait en permanence près de 20 000 enfants qui attendaient la mort dans les casernes de Kharkiv. Les enfants imploraient les policiers de les laisser sortir, qu'au moins ils puissent mourir en plein air : « Laissez-moi finir en paix, je ne veux pas mourir dans ces baraques de mort². »

La faim était bien pire dans les villes de l'Ukraine soviétique que dans n'importe quelle ville du monde occidental. En 1933, plusieurs dizaines de milliers de citoyens moururent de faim dans l'Ukraine soviétique. Mais l'immense majorité

1. FALK, pp. 284-285, 288, 298-300.

2. Cité dans *ibid.*, p. 299 ; cf. aussi pp. 297-301 ; KUŚNIERZ, pp. 157, 160. Sur l'écolière et les hôpitaux, cf. DAVIES et WHEATCROFT, pp. 160, 220. Cf. aussi KUROMIYA, 1998, pp. 171, 184. Sur l'utilisation du témoignage des survivants, cf. GRAZIOSI, 1996, p. 4.

des morts et des moribonds étaient des paysans, ceux-là mêmes dont les peines valaient aux villes le peu de pain que l'on y trouvait. Les villes ukrainiennes vivaient tout juste, mais les campagnes se mouraient. Les citoyens ne pouvaient pas ne pas remarquer le dénuement des paysans, qui, contrairement à tout semblant de logique, quittaient les champs en quête de nourriture. La gare ferroviaire de Dniepropetrovsk était envahie de paysans faméliques, trop faibles même pour mendier. Dans un train, Gareth Jones rencontra un paysan qui avait acquis un peu de pain à seule fin de se le voir confisquer par la police. « Ils m'ont pris mon pain », ne cessait-il de répéter, sachant combien sa famille affamée serait déçue. À la gare de Stalino, un paysan affamé se suicida en sautant devant un train. Centre industriel du sud-est de l'Ukraine, la ville avait été fondée sous l'Empire par un certain John Hughes, industriel gallois pour lequel avait travaillé la mère de Gareth Jones. La ville avait autrefois reçu le nom de Hughes, avant de prendre celui de Staline (elle s'appelle désormais Donetsk¹).

Le plan quinquennal de Staline, qui s'acheva en 1932, avait assuré le développement industriel au prix de la misère du peuple. La mort des paysans le long des voies ferrées était un témoignage effroyable de ces nouveaux contrastes. À travers l'Ukraine, les passagers des trains devinrent sans le vouloir partie prenante d'effroyables accidents. Des paysans affamés se rendaient en ville en longeant les voies, sur lesquelles ils s'évanouissaient. À Khartsyzsk, des paysans chassés de la gare se pendirent aux arbres voisins. De retour d'une visite aux siens dans sa ville natale de Berditchev, l'écrivain soviétique Vassili Grossman rencontra une femme qui quémandait du pain à la fenêtre de son compartiment. L'émigré politique Arthur Koestler, venu en Union soviétique pour aider à construire le socialisme, fit une expérience semblable. À la gare de Kharkiv, raconta-t-il de longues années plus tard, des paysannes « élevaient jusqu'aux fenêtres des wagons d'affreux bébés à la

1. Cité dans COLLEY, 2006, p. 233. Sur Dniepropetrovsk, cf. KRAVCHENKO, p. 101 et trad. p. 159. Sur Stalino, cf. MAKSDOV, p. 211.

tête énorme, au ventre gonflé, aux membres décharnés ». On aurait dit des « embryons conservés dans l'alcool ». De longues années passèrent avant que ces deux hommes, aujourd'hui considérés comme les témoins moraux du XX^e siècle, racontent ce qu'ils avaient vu¹.



Carte 7. L'Ukraine soviétique vers 1933.

Les citadins étaient plus habitués au spectacle de paysans étalant leurs trésors sur le marché et vendant leurs marchan-

1. À propos des défaillances sur les voies ferrées, cf. KOVALENKO, p. 61 ; cf. aussi COLLEY, 2006, p. 235. Sur Khartsyzsk, cf. KUROMIYA, 1998, p. 170. Sur Grossman, cf. TODOROV, p. 61. Cf. aussi KOESTLER, 1946, p. 137 et trad. p. 204 ; *Id.*, 1950, p. 63, pour le passage sur les « embryons ».

dises. En 1933, les paysans se frayaient un chemin jusqu'aux marchés familiers des villes pour mendier plutôt que pour vendre. Désormais vides de produits et de clients, les places de marché ne communiquaient que les disharmonies de la mort. En début de journée, les seuls bruits que l'on percevait étaient la respiration légère des moribonds, blottis sous des haillons qui avaient été autrefois des habits. Une matinée de printemps, au milieu de tas de paysans morts sur le marché de Kharkiv, un petit enfant tétait le sein de sa mère, dont le visage était gris, sans vie. Les passants avaient déjà vu une telle scène, pas simplement le désarroi des corps, pas simplement la mère morte et le bébé vivant, mais cette scène même : la bouche minuscule, les dernières gouttes de lait, le téton froid. Les Ukrainiens avaient une expression à ce propos. Ils se disaient, tranquillement, en passant : « Ce sont les bourgeons du printemps socialiste¹. »

*

La grande famine de 1933 fut le résultat du premier plan quinquennal de Staline, mis en œuvre entre 1928 et 1932. Ces années-là, Staline avait pris le contrôle des hautes sphères du parti communiste et imposé de force une politique d'industrialisation et de collectivisation pour apparaître comme le père effroyable d'une population meurtrie. Il avait transformé le marché en plan, les paysans en esclaves et les friches de Sibérie et du Kazakhstan en une chaîne de camps de concentration. Sa politique avait fait des dizaines de milliers de morts par exécution, des centaines de milliers par épuisement et des millions d'autres par exposition à la famine. Il continuait de s'inquiéter à juste raison de l'opposition au sein du parti communiste, mais, possédant d'immenses dons politiques et assistés de satrapes empressés, il était au sommet d'une bureaucratie qui prétendait voir et faire l'avenir. Cet avenir était le communisme, qui exigeait l'industrie lourde, laquelle requerrait à son tour la collectivisation de l'agriculture, qui elle-même

1. Cité dans HUNCZAK et SERBYN, p. 131 ; cf. aussi FALK, p. 289.

passait par le contrôle de la paysannerie, le groupe social le plus important de l'Union soviétique¹.

Le paysan, surtout peut-être le paysan ukrainien, avait peu de chances de se considérer lui-même comme un outil de cette grande mécanisation de l'histoire. À supposer qu'il parvienne à comprendre les desseins ultimes de la politique soviétique, ce qui était peu probable, il ne pouvait guère les approuver. Il était voué à résister à une politique destinée à le dépouiller de sa terre et de sa liberté. La collectivisation ne pouvait que se traduire par une vaste confrontation entre le plus fort groupe de la société soviétique, la paysannerie, et l'État soviétique et sa police, alors connue sous le nom d'Oguépéou (OGPU). En vue de ce combat, Staline avait ordonné en 1929 le déploiement le plus massif de la puissance de l'État de toute l'histoire soviétique. Bâtir le socialisme, déclara Staline, serait comme « faire monter le niveau de l'océan ». En décembre, il annonça la « liquidation des koulaks en tant que classe² ».

Les bolcheviks présentaient l'histoire comme une lutte des classes, les plus pauvres accomplissant des révolutions contre les plus riches pour faire avancer l'histoire. Officiellement, le plan visant à anéantir les koulaks n'était donc pas simplement la décision d'un tyran en pleine ascension et de sa fidèle suite : c'était une nécessité historique, un cadeau de la main d'une Clio austère, mais bienveillante. Une propagande vulgaire allait orchestrer l'attaque brutale des organes du pouvoir étatique contre une catégorie du peuple qui n'avait pas commis le moindre crime. Sous le titre « Nous allons détruire les koulaks en tant que classe ! », une affiche représentait un koulak sous les roues d'un tracteur, un deuxième sous les traits d'un singe thésaurisant du grain et un troisième tétant le lait directement à la mamelle d'une vache. Ces gens étaient inhumains, c'étaient des bêtes : tel était le message³.

1. Pour un guide subtil des diverses significations du Plan, cf. HARRISON, pp. 1-5.

2. Cité dans KUROMIYA, 2005, p. 85 ; KUŚNIERZ, p. 37.

3. Citation et affiche dans VIOLA *et al.*, p. 177 ; ID., 2007, p. 32.

En pratique, c'est l'État qui décidait qui était koulak et qui ne l'était pas. La police devait déporter les paysans les plus prospères, qui avaient le plus à perdre à la collectivisation. En janvier 1930, le Politburo autorisa la police d'État à passer au crible la population paysanne de toute l'Union soviétique. Le 2 février, l'ordre de l'Oguépéou correspondant précisait les mesures nécessaires à « la liquidation des koulaks en tant que classe ». Dans chaque localité, une *troïka*, un groupe de trois personnes, déciderait du sort des paysans. Composée d'un membre de la police d'État, d'un responsable local du parti et d'un procureur, la *troïka* avait autorité pour rendre des verdicts rapides et sévères (mort, exil), sans appel possible. Les membres locaux du parti y allaient souvent de leurs recommandations : « Aux plénums du soviet du village, expliqua un dirigeant local, nous créons des koulaks à notre guise. » Alors que l'Union soviétique avait des lois et des tribunaux, ils furent délaissés au profit de la simple décision de trois individus. Quelque 30 000 citoyens soviétiques allaient être exécutés à la suite de leur condamnation par une *troïka*¹.

Dans les quatre premiers mois de 1930, 113 637 personnes furent déportées de force de l'Ukraine soviétique en tant que koulaks. Dans le cadre de cette action, quelque 30 000 cabanes de paysans furent vidées l'une après l'autre, sans laisser beaucoup de temps à leurs habitants surpris pour se préparer à l'inconnu. L'opération supposait aussi des milliers de voitures de fret frigorifiques, emplies d'un chargement humain terrifié et malade, à destination du nord de la Russie européenne, de la Sibérie ou du Kazakhstan. Elle signifiait aussi des coups de feu et des cris de terreur à la dernière aube que les paysans verraient de chez eux ; gelures et humiliations dans les trains, angoisse et résignation quand

1. Cité dans VIOLA *et al.*, p. 238 ; CONQUEST, p. 121 et trad. pp. 132-133. Pour des détails sur les exécutions et les déportations, cf. DAVIES, R. W., et WHEATCROFT, pp. 20, 46 ; WERTH, 2007, p. 463 ; VIOLA, 2007, pp. 6, 32 ; KUŚNIERZ, pp. 51, 56 ; KHELVNYUK, 2004, p. 11 ; GRAZIOSI, 1996, p. 48 ; DAVIES et WHEATCROFT, p. 46.

les paysans débarquaient comme travailleurs serviles dans la taïga ou la steppe¹.

La paysannerie ukrainienne n'était pas ignorante des déportations vers les camps de prisonniers, qui l'avaient affectée dès le milieu des années 1920. Les paysans chantaient à présent une complainte devenue traditionnelle :

Ô Solovki, Solovki !
Qu'il est long le chemin
L'âme meurtrie,
Le cœur de terreur étreint.

Les îles Solovki étaient un complexe carcéral de la mer Blanche. Dans l'esprit des paysans ukrainiens, il représentait tout ce qui était étranger, répressif et douloureux dans l'exil. Pour les dirigeants communistes de l'Union soviétique, c'était le premier endroit où l'on avait transformé le travail des déportés en profit pour l'État. En 1929, Staline avait décidé d'appliquer le modèle de Solovki à toute l'Union, ordonnant la construction de « colonies de peuplement spéciales » et de camps de concentration. Ces camps étaient en fait des zones de travail délimitées, habituellement entourées de clôtures, avec des patrouilles de gardes. Les colonies de peuplement spéciales étaient des villages nouveaux bâtis spécialement par les détenus eux-mêmes, après qu'on les eut abandonnés dans la taïga ou la steppe déserte. Au total, quelque 300 000 Ukrainiens comptèrent parmi les 1,7 million de koulaks déportés vers des implantations spéciales en Sibérie, en Russie européenne et au Kazakhstan².

La déportation massive de paysans à des fins de châtiment

1. Sur les 113 637 déportés, cf. VIOLA *et al.*, p. 289 ; cf. aussi KULCZYCKI, p. 158. Pour des détails sur certaines arrivées, cf. KOTKIN, 1993, pp. 70-72.

2. Pour la complainte, cf. KOVALENKO, p. 259. Sur Solovki, cf. APPLEBAUM, pp. 18-20, 49 ; trad. pp. 55-57, 86. Sur les colonies de peuplement spéciales, cf. VIOLA, 2007 (pour le nombre de paysans ukrainiens déportés, cf. pp. 195 et 32).

coïncida avec un recours massif au travail forcé dans l'économie soviétique. En 1931, les colonies spéciales et les camps de concentration furent fusionnés en un système unique connu sous le nom de Goulag. Le Goulag, que les Soviétiques eux-mêmes appelaient « système de camps de concentration », vit le jour parallèlement à la collectivisation de l'agriculture, dont il était tributaire. Il devait compter finalement 476 complexes concentrationnaires, auxquels devaient être condamnés quelque 18 millions de personnes : entre 1,5 million et 3 millions d'entre elles devaient mourir au cours de leur incarcération. Le paysan libre devint un travailleur servile, engagé dans la construction de canaux géants, de mines et d'usines dont Staline imaginait qu'ils allaient moderniser l'Union soviétique¹.

Entre tous les camps de travail, le paysan ukrainien avait toute chance d'être envoyé percer le *Belomor*, un canal reliant la mer Blanche et la Baltique qui était une des obsessions de Staline. Quelque 170 000 personnes creusèrent le sol gelé, armés de pics et de pelles, voire de tessons de poterie, sinon à la main, vingt et un mois durant. Ils moururent par milliers, d'épuisement ou de maladie, trouvant la mort au fond d'un canal sec qui, une fois achevé en 1933, se révéla sans grande utilité pratique pour le transport sur eau. Dans les colonies spéciales, le taux de mortalité était également élevé. Les autorités soviétiques tablaient sur une mortalité de 5 % des détenus : en fait, le pourcentage devait atteindre 10, voire 15 %. Un habitant d'Arkhangelsk, la grande ville de la mer Blanche, déplora l'absurdité de l'entreprise : « Une chose est de détruire le koulak au sens économique ; détruire physiquement leurs enfants n'est que barbarie. » Dans le Grand Nord, les enfants mouraient en si grand nombre que l'on « transport[ait] leurs cadavres par trois ou quatre au cimetière, sans cercueil ». Un groupe

1. Cité dans APPLEBAUM, p. 48 et trad. p. 85. Pour l'estimation du nombre de morts, cf. VIOLA, 2007, p. 3 ; APPLEBAUM, p. 583 et trad. p. 633. Pour la caractérisation du Goulag, cf. KHELVNYUK, 2004, pp. 1-10 ; APPLEBAUM, pp. XVI-XVII et trad. pp. 9-11 ; VIOLA, 2007, pp. 2-7.

d'ouvriers de Vologda se demanda si le « voyage vers la révolution mondiale » passait nécessairement par « les cadavres de ces enfants¹ ».

Le taux de mortalité au Goulag était élevé, mais pas plus que ce que l'on enregistrerait bientôt dans certaines campagnes ukrainiennes. Les travailleurs du canal *Belomor* recevaient de très modestes rations alimentaires, quelque 600 grammes de pain par jour (1 300 calories). Elles n'en étaient pas moins supérieures à ce que l'on pouvait espérer à la même époque en Ukraine soviétique. Les forçats du *Belomor* recevaient deux ou trois, voire six fois plus que ce que beaucoup de paysans restés en Ukraine devaient obtenir sur les fermes collectives en 1932 et en 1933, où ils ne reçurent absolument rien².

Dans les premières semaines de 1930, la collectivisation progressa à un rythme étourdissant en Ukraine comme à travers l'Union soviétique. Moscou envoyait des quotas de districts à collectiviser aux capitales des républiques soviétiques, où les dirigeants du parti juraient de les dépasser. La direction ukrainienne promit de collectiviser toute la république en une année. Puis des activistes locaux, dans l'idée d'impressionner leurs supérieurs, allèrent encore plus vite, promettant la collectivisation en l'espace de neuf à douze semaines. Brandissant la menace d'une déportation, ils forçaient les paysans à abandonner tout droit sur leur terre et à rejoindre la ferme collective. La police d'État intervenait au besoin par la force, souvent en faisant des morts. 25 000 ouvriers furent dépêchés dans les campagnes pour épauler les effectifs de police et mater la paysannerie. Prévenus que les paysans étaient responsables des pénuries de vivres en ville, ils promirent de « produire du savon de koulak³ ».

1. Cf. SIEGELBAUM et SOKOLOV, p. 45 (deux premières citations) ; VIOLA, 2007, p. 53. Sur *Belomor*, cf. KHLEVNYUK, 2004, pp. 24-35 ; APPLEBAUM, pp. 62-65 et trad. pp. 99-104.

2. *Ibid.*, pp. 64-65 et trad. p. 103.

3. Cité dans VIOLA, 2007, p. 35. Cf. aussi, en général, ID., 1987. Sur le rythme de la collectivisation, cf. KUŚNIERZ, p. 39.

À la mi-mars 1930, 70 % des terres arables de l'Union soviétique étaient rattachées, du moins en principe, à des fermes collectives. Autrement dit, la plupart des paysans avaient abandonné leurs fermes pour rejoindre un collectif. Ils n'avaient plus aucun droit d'utiliser la terre à des fins personnelles. En tant que membres d'un collectif, ils étaient tributaires de ses dirigeants pour leur emploi, leur paie et leur nourriture. Ils avaient perdu ou perdaient leur bétail ; pour leur équipement, ils étaient à la merci des machines, souvent manquantes, des nouvelles stations de tracteurs et de machines. Ces dépôts, centres du contrôle politique à la campagne, n'étaient jamais à court de cadres du parti et de policiers¹.

Plus encore peut-être qu'en Russie soviétique, où l'agriculture communautaire était de tradition, en Ukraine les paysans étaient terrifiés par la perte de leur terre. Toute leur histoire était celle d'une lutte contre les propriétaires terriens, qu'ils semblaient avoir enfin gagnée au cours de la Révolution bolchevik. Juste après, cependant, entre 1918 et 1921, les bolcheviks avaient réquisitionné des vivres auprès d'eux dans le cadre de la guerre civile. Ceux-ci avaient donc de bonnes raisons de se méfier de l'État soviétique. La politique de compromis inaugurée par Lénine dans les années 1920 avait été très bien accueillie, même si les paysans soupçonnaient, avec de bonnes raisons, que le cap serait un jour renversé. En 1930, la collectivisation leur apparut comme un « second servage », l'amorce d'une nouvelle servitude, au profit non plus de riches propriétaires, comme dans un passé récent, mais du parti communiste. Les paysans ukrainiens redoutaient de perdre une indépendance conquise de haute lutte ; mais ils craignaient aussi la faim, et pour le sort de leurs âmes immortelles².

1. Sur le pourcentage de terre arable, cf. *ibid.*, p. 40.

2. Cité dans SNYDER, 2005, p. 93. Sur le contexte de la lutte des paysans pour la terre en Ukraine, cf. BEAUVOIS ; EDELMAN ; HILDERMEIER ; KINGSTON-MANN ; LIH, 1990.

Les sociétés rurales de l'Ukraine soviétique étaient encore, pour la plupart, des sociétés religieuses. Nombre de jeunes et d'ambitieux, influencés par l'athéisme communiste officiel, avaient quitté les grandes villes ukrainiennes pour Moscou ou Leningrad. Bien que le régime communiste athée ait supprimé leur Église orthodoxe, les paysans restaient croyants, et beaucoup voyaient dans le contrat avec la ferme collective un pacte avec le diable. D'aucuns croyaient que Satan était venu sur Terre sous la forme humaine d'un activiste du parti et que le registre de sa ferme collective était un livre de l'enfer, promettant tourment et damnation. Les nouvelles stations de tracteurs et de machines faisaient figure d'avant-postes de la Géhenne. Certains paysans polonais catholiques d'Ukraine envisageaient aussi la collectivisation en termes apocalyptiques. Un Polonais expliqua à son fils pourquoi ils ne rejoindraient pas la ferme collective : « Je ne veux pas vendre mon âme au diable. » Comprenant cette religiosité, les activistes du parti propageaient ce qu'ils appelaient le « premier commandement » de Staline : la ferme collective ravitaillait d'abord l'État, ensuite seulement le peuple. Comme devaient le savoir les paysans, le premier commandement, dans sa forme biblique, stipulait : « Tu n'auras pas d'autre dieu devant moi¹. »

La déportation des koulaks vers le Goulag avait privé les villages ukrainiens de leurs chefs naturels. Même sans les koulaks déportés, les paysans essayèrent de se sauver, eux et leurs communautés. Ils tentèrent de préserver leurs modestes lopins, leurs petites parcelles d'autonomie. Ils s'efforcèrent de tenir leurs familles à l'écart de l'État, désormais physiquement manifeste avec les fermes collectives et les stations de tracteurs et de machines. Plutôt que de le céder au collectif, ils vendirent leur bétail ou l'abattirent. Des pères et des maris envoyèrent leurs filles et leurs épouses se battre avec les activistes du parti et la police, jugeant que les femmes étaient moins exposées que les hommes à la déportation. Il

1. Cité dans DZWONKOWSKI, p. 84. Sur le « Premier Commandement » stalinien, cf. KULCZYCKI, p. 170. Cf. aussi KUŚNIERZ, p. 70.

arriva que des hommes s'habillent en femmes à seule fin d'avoir l'occasion d'enfoncer une houe ou une pelle dans le corps d'un communiste local¹.

L'élément crucial était cependant que les paysans avaient peu d'armes et restaient mal organisés. L'État avait le quasi-monopole de la puissance de feu et de la logistique. Le puissant appareil policier de l'État consignait par écrit les actions des paysans : s'il n'en comprenait pas les mobiles, du moins en saisissait-il le sens général. L'Oguépéou enregistra près d'un million d'actes de résistance individuelle en Ukraine en 1930. Parmi les révoltes paysannes massives qui se produisirent au mois de mars en Union soviétique, près de la moitié eurent lieu en Ukraine. Quelques paysans ukrainiens votèrent avec leurs pieds, se dirigeant vers l'ouest pour se réfugier dans la Pologne voisine. Des villages entiers suivirent leur exemple, emportant des bannières religieuses, des croix, ou parfois de simples drapeaux noirs noués à des bâtons pour traverser la frontière. Des milliers d'entre eux atteignirent la Pologne, où se répandit la connaissance de la famine qui régnait en Union soviétique².

La fuite des paysans vers la Pologne suscita une gêne internationale et fut peut-être une réelle source d'inquiétude pour Staline et le Politburo. De ce fait, les autorités polonaises, qui essayaient alors d'organiser un rapprochement politique avec leur forte minorité nationale ukrainienne, étaient au courant du cours et des conséquences de la collectivisation. Des gardes-frontières polonais interrogeaient patiemment les réfugiés pour se renseigner sur son cours et son échec. Certains paysans imploraient les Polonais d'envahir leur pays pour mettre fin à leur misère. La crise des réfugiés offrit aussi à la Pologne une arme de propagande majeure contre l'Union soviétique. Sous Józef Piłsudski, la Pologne ne prépara jamais de guerre d'agression contre l'Union soviétique mais élaborait des

1. Sur le bétail et les rebellions féminines, cf. *ibid.*, pp. 66, 72 ; CONQUEST, p. 158 et trad. p. 172.

2. GRAZIOSI, 1996, pp. 53-57 ; VIOLA *et al.*, p. 320 ; KULCZYCKI, p. 131 ; SNYDER, 2005, pp. 92-94.

plans d'urgence en vue de sa désintégration en diverses nationalités et prit même quelques initiatives en vue de hâter le cours des événements. Alors même que les Ukrainiens fuyaient l'Ukraine soviétique, la Pologne dépêchait ses espions dans le sens opposé afin d'encourager les Ukrainiens à la révolte. Leurs affiches de propagande traitaient Staline de « tsar de la faim » qui exportait les céréales tout en affamant son peuple. En mars 1930, des membres du Politburo s'inquiétèrent d'une « possible intervention du gouvernement polonais¹ ».

La collectivisation était une politique générale ; l'Union soviétique était un immense État, et l'instabilité d'une région frontalière devait être considérée à la lumière de scénarios de guerre généraux.

Staline et les dirigeants soviétiques voyaient dans la Pologne la partie occidentale d'un encerclement capitaliste international, dont le Japon était la partie orientale. Les relations nippon-polonaises étaient assez bonnes, et, au printemps de 1930, le spectre d'une invasion conjointe polono-japonaise semblait troubler terriblement Staline. De loin le pays le plus vaste du monde, l'Union soviétique s'étendait de l'Europe au Pacifique, si bien que Staline devait prêter attention tout autant aux puissances européennes qu'aux ambitions asiatiques du Japon.

Tokyo avait acquis sa réputation militaire aux dépens des Russes. Le Japon s'était imposé comme une puissance mondiale en prenant le dessus sur l'Empire russe dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905, s'emparant des voies ferrées que les Russes avaient construites pour atteindre les ports du Pacifique. Staline le savait parfaitement : la Pologne et le Japon s'intéressaient tous deux à l'Ukraine et à la question nationale en Union soviétique. Lui-même semblait très sensible à l'histoire de l'humiliation russe en Asie. Il appréciait

1. Cité dans MORRIS, p. 753. Sur les inquiétudes soviétiques quant à la nouvelle politique de la Pologne envers les minorités ukrainiennes, cf. le rapport du 13 juillet 1926, AVPRF, 122/10/34. Cf. aussi, en général, SNYDER, 2005, pp. 83-114.

vivement la chanson « Sur les collines de Mandchourie », qui promettait de se venger des Japonais par le sang¹.



Carte 8. L'Asie centrale soviétique vers 1933.

Alors même que le chaos engendré par la collectivisation en Union soviétique occidentale suscitait la peur d'une intervention polonaise, les désordres dans l'est de l'Union paraissaient profiter au Japon. En Asie centrale soviétique, surtout au Kazakhstan, largement musulman, la collectivisation engendra un chaos plus grand encore qu'en Ukraine. Elle nécessitait une transformation sociale plus drastique : les populations du Kazakhstan n'étant pas des paysans, mais des nomades, la première étape de la modernisation consista à les amener à se fixer. Avant même que la collectivisation puisse commencer, il fallait faire de ces populations nomades des fermiers. La politique de « sédentarisation » dépouilla les pasteurs de leurs animaux et donc de leurs moyens de subsistance. D'aucuns passèrent la frontière avec leurs chameaux et

1. KUROMIYA et PEŁONSKI, 2010, pp. 20-32.

leurs chevaux pour se réfugier en Chine, dans le Xinjiang musulman (ou le Turkestan), laissant penser à Staline qu'ils pouvaient bien être des agents des Japonais, la puissance étrangère dominante au milieu des conflits intérieurs chinois¹.

Tout ne se déroulait pas comme planifié. La collectivisation, censée assurer l'ordre soviétique, semblait plutôt déstabiliser les territoires frontaliers. En Asie comme en Europe soviétiques, le plan quinquennal qui devait apporter le socialisme engendra plutôt de terribles souffrances. De plus, un État censé représenter la justice réagit par des mesures de sécurité des plus traditionnelles. Les Polonais soviétiques furent déportés des zones frontalières occidentales, et les gardes-frontières partout renforcés. La révolution mondiale devait désormais se dérouler derrière des frontières fermées. Staline devait prendre des mesures afin de protéger ce qu'il appela le « socialisme dans un seul pays² ».

Il lui fallait retenir les adversaires étrangers et repenser ses plans intérieurs. Il demanda aux diplomates soviétiques d'engager des discussions avec la Pologne et le Japon en vue de pactes de non-agression. Il veilla à ce que l'Armée rouge soit en ordre de bataille dans l'ouest de l'Union soviétique. Ce qui en dit le plus long, c'est qu'il suspendit la collectivisation. Dans un article du 2 mars 1930 paru sous le titre brillant « Le vertige du succès », il assura que le problème de la collectivisation venait de ce qu'elle avait été mise en œuvre avec un tout petit peu trop d'enthousiasme. C'était une erreur, assurait-il maintenant, d'avoir forcé les paysans à rejoindre les fermes collectives. Celles-ci disparurent alors tout aussi rapidement qu'elles avaient été créées. Au printemps de 1930, les paysans ukrainiens moissonnèrent leur blé d'hiver et firent leurs semences pour les cultures de l'automne comme si la terre leur appartenait. On comprend qu'ils aient cru avoir « gagné³ ».

Le retrait de Staline était tactique.

1. CAMERON, chap. VI. Sur le Xinjiang, cf. MILLWARD, pp. 191-210.

2. SNYDER, 2005, pp. 101-102.

3. KUŚNIEZ, p. 74 ; SNYDER, 2005, pp. 103-104.

En se donnant le temps de la réflexion, Staline et le Politburo trouvèrent des moyens plus efficaces de subordonner la paysannerie à l'État. Dans les campagnes, l'année suivante, la police soviétique procéda avec bien plus d'habileté. En 1931, la collectivisation se ferait parce que les paysans ne verraient plus d'autre choix. Les cadres subalternes de la branche ukrainienne du parti communiste soviétique furent épurés, afin de s'assurer que ceux qui travaillaient dans les villages soient fidèles au dessein de Moscou et comprennent ce qui les attendrait dans le cas contraire. Le paysan indépendant fut taxé en sorte que la ferme collective devienne son seul refuge. À la faveur de leur lent regroupement, les fermes collectives se virent accorder un pouvoir de contrainte indirecte sur les paysans indépendants voisins. Les semences, prélevées sur une récolte en vue de la suivante, sont indispensables à toute exploitation. Leur sélection et leur préservation sont la base de l'agriculture. Dans le plus clair de l'histoire des hommes, manger les semences a été synonyme de désespoir absolu. Un individu qui perdait le contrôle des semences au profit du collectif perdait *ipso facto* les moyens de vivre de son travail¹.

Les déportations reprirent, et la collectivisation avança. À la fin de 1930 et au début de 1931, quelque 32 127 autres foyers furent déportés d'Ukraine, soit à peu près autant de personnes que durant la première vague de déportations, un an auparavant. S'imaginant promis à mourir d'épuisement au Goulag ou de faim près de chez eux, les paysans préférèrent la deuxième solution. Des lettres d'amis et de membres de la famille exilés échappèrent parfois à la censure ; dans l'une figurait le conseil suivant : « Quoi qu'il advienne, ne venez pas. Ici, nous mourons. Mieux vaut se cacher, mieux vaut mourir là-bas, mais quoi qu'il advienne, ne venez pas ici. » La collectivisation progressant plus lentement en 1931, famille après famille plutôt que par villages entiers, il était plus dur de résister. Plus d'attaque soudaine de nature à provoquer une défense désespérée. À la fin de l'année, la nouvelle approche avait réussi. Près de 70 % des terres agricoles

1. DAVIES et WHEATCROFT, pp. 8-11, 24-37 ; KUŚNIERZ, pp. 86-90.

d'Ukraine étaient maintenant collectivisées. On avait retrouvé le niveau de mars 1930, cette fois durablement¹.

Après le faux départ de 1930, Staline avait remporté la victoire politique en 1931. Mais le triomphe politique ne s'étendit pas à l'économie. Les rendements laissaient à désirer. La moisson de 1930 avait été incroyablement abondante. Les paysans déportés au début de 1930 avaient déjà semé leur blé d'hiver, que d'autres pourraient moissonner ce printemps-là. Les mois de janvier et de février, où la majeure partie du pays avait été collectivisée en 1930, sont une époque où les paysans sont en tout état de cause désœuvrés. Après mars 1930, avec la dissolution des fermes collectives, les paysans eurent le temps de rentrer leurs récoltes de printemps en hommes et femmes libres. Cet été-là, le temps fut exceptionnellement beau. La récolte de 1930 en Ukraine avait établi un standard impossible à atteindre en 1931, même si l'agriculture collectivisée devait être aussi efficace que l'exploitation individuelle, ce qui n'était pas le cas. Or c'est sur la récolte record de 1930 que le parti se fonda pour ses réquisitions de 1931. Moscou attendait de l'Ukraine plus qu'elle ne pouvait donner².

À l'automne de 1931, le fiasco de la première moisson collectivisée était flagrant. Les raisons en étaient multiples : le mauvais temps, le problème des nuisibles, le manque de force animale, parce que les paysans avaient vendu ou abattu leur bétail, mais aussi une production de tracteurs très inférieure au niveau prévu. Les meilleurs paysans avaient été déportés tandis que la collectivisation avait perturbé les semences et les récoltes et que les paysans qui avaient perdu leur terre ne voyaient aucune raison de se tuer au travail. Le chef du parti ukrainien, Stanisław Kossior, avait rapporté en août 1931 que les plans de réquisition étaient irréalistes compte tenu des rendements existants. Lazare Kaganovitch lui rétorqua que

1. Cité dans VIOLA, 2007, p. 75 ; KRAVCHENKO, p. 106 et trad. pp. 163-164. Sur les 32 127 foyers déportés d'Ukraine, cf. KULCZYCKI, p. 158. Sur le pourcentage de terres agricoles collectivisées, cf. KUŚNIEZ, p. 86.

2. DAVIES et WHEATCROFT, pp. 48-56.

le fond du problème était le vol et la dissimulation. Tout en sachant ce qu'il en était, Kossior imposa cette ligne à ses subordonnés¹.

En 1931, l'Ukraine se vit privée de plus de la moitié de sa moisson non gâtée. De nombreuses fermes collectives ne purent atteindre leurs objectifs de réquisition qu'en livrant leurs semences. Le 5 décembre, Staline ordonna que les fermes collectives qui n'avaient pas encore satisfait leurs obligations annuelles livrent leurs semences. Peut-être Staline croyait-il que les paysans cachaient leurs grains, et pensait-il que la menace de prendre les semences les pousserait à remettre ce qu'ils avaient. Cette fois-ci, cependant, beaucoup n'avaient vraiment rien. À la fin de 1931, beaucoup de paysans souffraient déjà de la faim. Sans terre à eux et sans grand moyen de résister aux réquisitions, ils n'avaient aucune façon d'obtenir pour leurs foyers un nombre suffisant de calories. Début 1932, ils n'avaient plus le moindre grain à semer pour la moisson d'automne. La direction du parti ukrainien réclama des semences en mars 1932, mais la plantation avait déjà pris du retard ; la moisson d'automne promettait d'être mauvaise².

Au début de l'année 1932, la population appela au secours. Les communistes ukrainiens demandèrent à leurs supérieurs du parti de prier Staline d'alerter la Croix-Rouge. Des membres des fermes collectives essayèrent d'écrire des lettres aux autorités de l'État et du parti. L'une d'elles, après plusieurs paragraphes de prose administrative officielle, se terminait par cette plainte : « Donnez-nous du pain ! Donnez-nous du pain ! Donnez-nous du pain ! » Des membres du parti ukrainien contournèrent Kossior pour écrire directement à Staline sur un ton courroucé : « Comment construire l'économie socialiste quand nous sommes tous condamnés à mourir de faim³ ? »

La menace d'une grande famine était on ne peut plus

1. Sur la moisson, cf. *ibid.*, pp. 57-69, 110-111 ; GRAZIOSI, 2004-2005, pp. 1-5 ; DRONIN, p. 118. Sur Kossior et Kaganovitch, cf. DAVIES et WHEATCROFT, pp. 72, 82, 89, 95.

2. KUŚNIERZ, pp. 102-103 ; DAVIES et WHEATCROFT, pp. 112-114.

3. Sur la Croix-Rouge, cf. *ibid.*, pp. 112-113. Cité dans KUL'CHYTS'KYI, 1993, p. 434 ; *Id.*, 1990, p. 151.

claire pour les autorités ukrainiennes, et elle le devint aussi aux yeux de Staline. Activistes du parti et officiers de la police secrète multiplièrent les rapports sur les victimes de la faim. En juin 1932, le chef du parti de la région de Khar-kiv écrivit à Kossior qu'aucun district n'échappait à la famine. Kossior reçut une lettre d'un membre des Jeunesses communistes datée du 18 juin 1932, avec une description saisissante qui n'était alors probablement que trop familière : « Les membres des fermes collectives vont au champ et disparaissent. Au bout de quelques jours, on retrouve leurs cadavres et, sans la moindre émotion, comme si c'était normal, on les enterre dans des fosses. Le lendemain, on trouve déjà le corps de quelqu'un qui venait de creuser la tombe des autres. » Ce même jour, le 18 juin 1932, Staline lui-même reconnut en privé que la « famine » sévissait en Ukraine. La veille, la direction du parti ukrainien avait réclamé une aide alimentaire. Qu'il refusa. Sa réponse fut que tout le grain de l'Ukraine soviétique devait être ramassé conformément au plan. Kaganovitch et lui convinrent qu'il était « impératif d'exporter sans faute et sans délai¹ ».

Staline savait parfaitement, pour l'avoir aussi observé personnellement, ce qui allait suivre. Il savait que la famine sous le régime soviétique était possible. La famine avait sévi à travers la Russie et l'Ukraine durant les guerres civiles et après. La combinaison des mauvaises récoltes et des réquisitions avait fait mourir de faim des centaines de milliers de paysans en Ukraine, surtout en 1921. La pénurie de vivres était une des raisons qui avaient poussé Lénine à son compromis avec les paysans. Staline était parfaitement au courant de cet épisode, auquel il avait pris part. Que sa propre politique de collectivisation puisse provoquer une famine générale était tout aussi clair. À l'été de 1932, Staline le savait, plus d'un million de gens étaient déjà morts de faim au

1. Sur les rapports faisant état des gens mourant de faim, cf. KUŚNIERZ, pp. 104-105. Sur Staline, cf. DAVIES, R. W., *et al.*, p. 138. Sur la demande d'aide alimentaire, cf. LIH *et al.*, p. 230. Sur Kaganovitch (23 juin 1932), cf. HUNCZAK et SERBYN, p. 121.

Kazakhstan. Staline en blâma le responsable local du parti, Filip Golochtchekine, mais sans doute percevait-il une partie des problèmes structurels¹.

Maître dans l'art de la politique personnelle, Staline présentait la famine ukrainienne en termes personnels. Sa première impulsion, qui répondait aussi chez lui à une propension profonde, était de voir derrière l'affamement des paysans ukrainiens la trahison de membres du parti communiste ukrainien. Il ne pouvait admettre que la faute en revienne à sa propre politique de collectivisation ; le problème devait se situer au niveau de la mise en œuvre, des dirigeants locaux, n'importe où sauf au niveau du concept lui-même. Accélération au cours du premier semestre de 1932, le problème, à ses yeux, n'était pas la souffrance de son peuple, mais le risque que l'image de la politique de collectivisation en soit ternie. Les paysans ukrainiens qui mouraient de faim, déplorait-il, abandonnaient leur république natale et, par leurs « geignements », démoralisaient les autres citoyens soviétiques².

Très vaguement, au printemps et durant l'été de 1932, Staline parut penser que si, d'une manière ou d'une autre, on pouvait simplement nier la famine, elle se dissiperait. Peut-être se disait-il que l'Ukraine était en tout état de cause surpeuplée et que la mort de quelques centaines de milliers de personnes n'avait pas grande importance à long terme. Il tenait à ce que les responsables locaux ukrainiens respectent les objectifs de réquisition de grains alors même que les rendements promettaient de baisser. Ces responsables locaux du parti se trouvèrent pris entre le marteau rouge de Staline et la faucille de la Grande Faucheuse. Les problèmes qu'ils voyaient étaient objectifs et n'étaient pas solubles dans l'idéologie ni dans la rhétorique : manque de semences, ensemencement tardif, mauvais temps, machines insuffisantes pour

1. CAMERON, chap. II ; PIANCIOLA, pp. 103-112 ; MARK et SIMON, p. 119.

2. Cité dans DAVIES, R. W., *et al.*, p. 138. Sur la prédisposition de Staline à faire de la politique une affaire de personnes, cf. KULCZYCKI, p. 180 ; KUŚNIEŻ, p. 152.

TIMOTHY SNYDER

Terres de sang

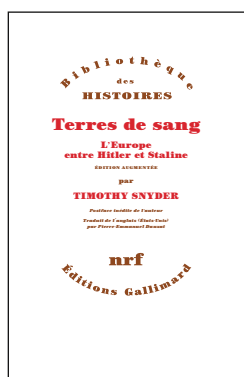
L'Europe entre Hitler et Staline

« Au début du XXI^e siècle, alors que je concevais ce livre, il n'existait d'expressions familières que pour deux politiques de carnage : l'Holocauste et la Grande Terreur soviétique. Personne ou presque n'avait remarqué que, dans les deux cas, les fosses de la mort étaient dispersées sur les mêmes territoires. » C'est par ces mots que Timothy Snyder complète, dans sa postface inédite rédigée à la veille de la guerre en Ukraine, le récit de la catastrophe au cours de laquelle, entre 1933 et 1945, quatorze millions de civils ont été tués par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique stalinienne. Tous l'ont été sur un même territoire, que l'auteur appelle les « terres de sang » et qui s'étend de la Pologne centrale à la Russie occidentale en passant par l'Ukraine, la Biélorussie et les pays Baltes.

Plus de la moitié d'entre eux sont morts de faim. Deux des plus grands massacres de l'histoire ayant précédé l'Holocauste — les famines préméditées par Staline, principalement en Ukraine, au début des années 1930, qui ont fait plus de quatre millions de morts, et l'affamement par Hitler de quelque trois millions et demi de prisonniers de guerre soviétiques, au début des années 1940 — ont été perpétrés ainsi. Les victimes des deux régimes ont laissé de nombreuses traces. Tombées après la guerre de l'autre côté du rideau de fer, elles sont restées dans l'oubli pendant plus de soixante ans et ne sont revenues au jour qu'à la faveur de la chute du communisme. Timothy Snyder redonne humanité et dignité à ces millions de morts privés de sépultures et les rappelle au souvenir des vivants.

Historien américain spécialiste de l'histoire de l'Europe centrale et orientale, Timothy Snyder est titulaire de la chaire Richard C. Levin d'histoire à l'université Yale et membre permanent de l'Institut des sciences humaines à Vienne. Il a également publié aux Éditions Gallimard Le Prince rouge : Les vies secrètes d'un archiduc de Habsbourg (2013), Terre noire : L'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter (2016), en 2017 La Reconstruction des nations : Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus (1569-1999), et De la tyrannie.

*Ouvrage préparé avec le soutien
du Centre national du livre et
de la Fondation Auschwitz*



Terres de sang
Timothy Snyder

Cette édition électronique du livre
Terres de sang de Timothy Snyder
a été réalisée le 8 avril 2022 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072994357 - Numéro d'édition : 545695).
Code Sodis : U46929 - ISBN : 9782072994395.
Numéro d'édition : 545699.